

Changer le système,
pas le climat :

**CRÉONS des
ALTERNATIVES
pour un MONDE
SOLIDAIRE**



**CONGRÈS DE L'ENTRAIDE MISSIONNAIRE
17 ET 18 SEPTEMBRE 2016**

Dépôt légal - 1^{er} trimestre 2017
Bibliothèque nationale du Québec
Bibliothèque nationale du Canada

**Notre vive reconnaissance à Réjeanne Martin pour sa précieuse collaboration à la révision des textes,
à Jonathan Boulet Groulx et Julien Deschamps-Jolin de P.A.I.R./Appropriimage pour la prise de photos.**

Conception graphique : France Dubuc - Imprimerie Héon & Nadeau Ltée

Table des matières

3



Mot d'ouverture

Molly Kane

7



Mot de bienvenue

Fanny Aïshaa

13



**Changer les paradigmes et réinventer des nouvelles utopies,
pour changer les systèmes qui dérèglent le climat!**

Augusta Henriques

20



Mise au jeu

Nancy Roberge

23



**Les luttes sociales et la solidarité -
Transformons le monde**

Lorraine Guay et Élodie Ekobena

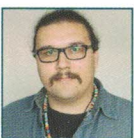
35



**Mobilisation, solidarité et convergence pour
changer le système**

Katie McKenna et Martin Lukacs

43



Une nouvelle gouvernance pour respecter notre Mère, la Terre

Sipi Flamand

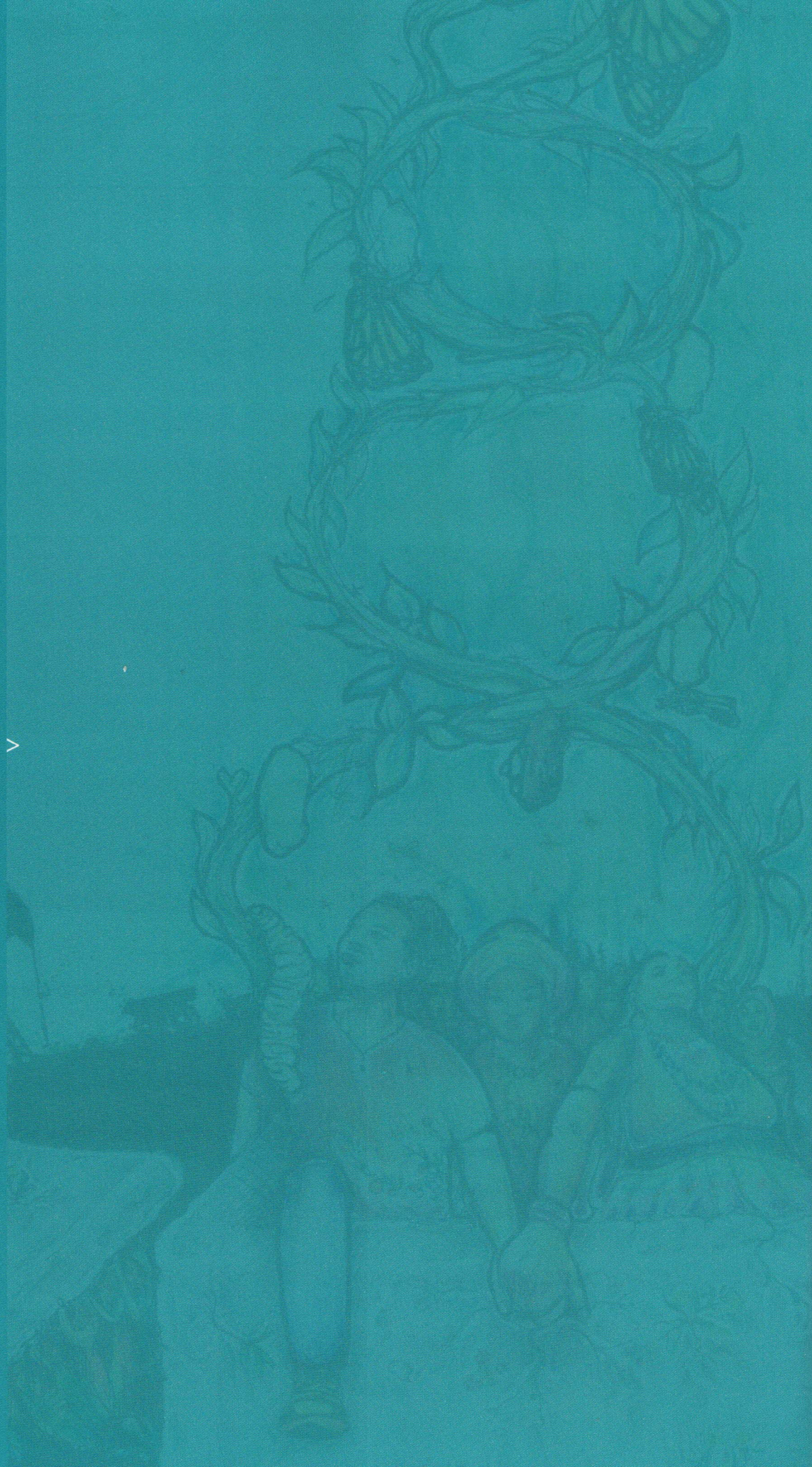
49



Mot de clôture

Catherine Paquin

Congrès 2016 >



Mot d'ouverture



Molly Kane
coordonnatrice de L'Entraide missionnaire

Au nom de mes collègues de l'équipe de permanence et des membres du conseil d'administration, je vous souhaite la bienvenue. En cette belle journée de septembre, nous sommes heureux de vous voir en si grand nombre.

Le thème du congrès de L'Entraide missionnaire (L'EMI) de cette année repose sur les réflexions et constats des années précédentes. Depuis de nombreuses années les congrès de L'Entraide nous aident à lire les signes des temps, à partager, à apprendre ensemble à nourrir notre compréhension et à renforcer nos actions et notre solidarité pour la justice et la paix dans le monde. Depuis de nombreuses années, nous constatons l'urgence de transformer les systèmes et structures de pouvoir qui emportent nos sociétés de crises en crises, toutes interreliées : économiques, sociales, environnementales et spirituelles. Plusieurs d'entre nous sans doute se souviennent du congrès de 2009 qui avait comme thème

Le monde en crises : quelles voies de sortie ? À cette occasion, nous avons entendu, entre autres, François Houtart expliquer :

Tout cet ensemble de dysfonctionnements débouche sur une véritable crise de civilisation caractérisée par le risque d'un épuisement de la planète et d'une extinction du vivant, ce qui signifie une véritable crise de sens. Alors, des régulations ? Oui, si elles constituent les étapes d'une transformation radicale et permettent une sortie de crise qui ne soit pas la guerre; non, si elles ne font que prolonger une logique destructrice de la vie. Une humanité qui renonce à la raison et délaisse l'éthique, perd le droit à l'existence.

< 3

Puis en 2013, l'urgence de la crise environnementale et climatique nous interpelle davantage avec le congrès : *Notre planète en péril : l'urgence d'agir*. En 2014, l'intensification de la guerre et la militarisation inspire le thème : *Un monde sous tensions*. Et encore, l'an dernier, le congrès de 2015 soumet à notre réflexion *Droits des femmes : des luttes toujours actuelles*.

Le congrès actuel s'articule avec les apprentissages et les échanges des congrès précédents et souhaite contribuer à offrir un legs pour l'avenir. Il se situe aussi dans un moment de transition dans l'aménagement de la vie organisationnelle de L'EMI prenant acte des changements démographiques et organisationnels chez ses sociétaires. Les communautés religieuses catholiques du Québec, d'Ontario et du Nouveau-Brunswick vivent des changements qui ont des répercussions pour L'Entraide. À cet égard, les membres délégués réunis en assemblée générale le 5 novembre 2015 ont pris la décision d'entamer un projet de transmission d'héritage de mission solidaire avant d'envisager la fermeture de L'EMI, au printemps 2018, année marquant le 60^e anniversaire de sa fondation.

L'Entraide missionnaire accepte les limites de la structure actuelle de l'organisation, mais reconnaît la pérennité de sa mission, et regarde donc vers l'avenir et désire y contribuer en léguant un héritage de valeurs et d'expériences. Fidèle à sa façon de communiquer et de rassembler, la priorité de l'organisme pendant cette transition sera de favoriser la mise sur pied de lieux de réflexion et de conscientisation intergénérationnelle. En vue de cet objectif prioritaire, L'EMI souhaite produire un documentaire et de courtes capsules vidéo traitant de thématiques sur la justice sociale et la solidarité internationale. Ces outils seront lancés l'automne prochain.

Depuis le dernier congrès, plusieurs d'entre nous ont suivi la mobilisation citoyenne autour des négociations des Nations unies pour contrer les changements climatiques lors du COP 21 à Paris.

Le slogan *Changer le système, pas le climat* mobilisait des groupes présents à cette rencontre. Et encore plus récemment à Montréal cet été, plusieurs d'entre nous se sont impliqués dans le Forum social mondial qui, lui, avait comme thème : *Un autre monde est nécessaire, ensemble il devient possible*.

Notre lecture assidue des signes des temps avec nos cœurs et nos esprits et notre riche expérience nous donnent la conviction qu'une transformation profonde s'impose. À ce moment de nos vies individuelles et institutionnelles, plusieurs questions se posent quand nous affirmons qu'il faut changer le système. Comment faire naître cette transformation ? Que veut dire concrètement, présentement, un changement de système ?

Nous nous appuyons aujourd'hui sur certains constats :

- Le système en place ne fait pas partie de la nature, n'est pas le résultat de la loi naturelle; il est construit par des êtres humains, situés dans l'histoire de l'humanité et donc sujet à toutes les forces, les caprices, les accidents, la providence, les surprises et les certitudes que transporte l'histoire – un système élaboré selon les capacités des peuples de faire l'histoire.
- Le système capitaliste dominant dépend déjà de l'abus de la création, y compris par les êtres humains. Nous avons été fortement inspirés et mobilisés en mai 2015 par la publication de l'encyclique de Pape François, *Laudato Si, sur la sauvegarde de la maison commune* qui nous rappelle que *toute volonté de protéger et d'améliorer le monde suppose de profonds changements dans les styles de vie, les modèles de production et de consommation, les structures de pouvoir établies qui régissent aujourd'hui les sociétés*.
- La recherche d'alternatives n'est pas une recherche de « solutions » techniques. C'est plutôt l'affirmation réaliste des possibilités d'invention sociale, de l'ouverture aux possibilités de vivre notre humanité « autrement », avec urgence, oui, mais aussi en étant pleinement conscients de l'exigence affirmée par Martin Luther King : *L'arc de l'univers moral est long, mais il se penche vers la justice*.
- Les luttes pour réaliser des changements sont souvent réprimées par les pouvoirs dominants, par les obstacles persistants au changement que sont la violence et la militarisation. Il est vrai que le monde nous offre des signes inspirants de courage et de résistance à la violence. Mais il est parfois difficile de s'en réjouir lorsque nous en prenons conscience du prix payé par trop de martyres, trop de souffrances, trop de peur.
- En même temps, il faut l'avouer, ce n'est pas que la violence et la force qui maintiennent en place les structures et les systèmes de domination et d'exploitation. Il faut l'admettre, ce système capitaliste est trop souvent maintenu par un consentement social, c'est-à-dire par la conviction illusoire que le vrai changement n'est pas possible, qu'il faut être réaliste et faire le mieux qu'on peut pour soulager au moins les souffrances inévitables de quelques-uns. N'est-ce pas se résoudre à justifier l'abandon et l'abus des autres, le racisme historique et systémique actuel qui justifie l'extractivisme et la pollution des « zones de sacrifice » pour le bénéfice du capital, comme le dit Naomi Klein.

Sur quel réalisme, sur quelle *réalité* devons-nous bâtir nos espoirs pour un avenir qui favoriserait la justice, la paix et même la vie sur notre planète ? Est-il vraiment *réaliste* de compter sur le système capitaliste néolibéral, extractiviste et guerrier, un modèle de privatisation et de liberté pour les transnationales, ancré dans les ententes commerciales négociées en cachette et défendu avec violence par un complexe tridimensionnel militaire-sécuritaire-industriel ? Ce système peut-il vraiment aider à construire et « livrer » cet autre monde dont nous rêvons ?

La privatisation de notre monde intensifiée sous le néolibéralisme a des conséquences dans nos façons de vivre ensemble, même au nom de la solidarité. Nos conceptions des rapports entre les peuples, entre citoyens et citoyennes de la planète, peuvent parfois nous inciter à exprimer un souci pour ceux qui souffrent, mais elle risque aussi d'occulter l'histoire, l'exercice du pouvoir et la diversité – et donc, de renforcer la conviction que le vrai changement, le changement transformateur, n'est qu'une utopie.

Essayons de créer ici, pendant ce congrès, un moment de partage d'expériences, d'analyses et d'imagination avec la conviction que la transformation est non seulement nécessaire, mais possible. Possible, parce que des alternatives au système dominant ont toujours existé et existent toujours dans les luttes, les aspirations, l'imagination, et les apprentissages que nous vivons dans le présent.

La grande écrivaine indienne, Arundhati Roy, observe que d'autres mondes « respirent » déjà autour de nous. Elle nous dit :

À une époque où l'opportunisme est roi, lorsque tout espoir semble perdu, lorsque tout se résume à une basse transaction commerciale, nous devons trouver le courage de rêver. D'être poètes à nouveau. Poètes, parce que convaincus par les valeurs de la justice, de la liberté et de la dignité. Pour toutes et tous. Nous devons faire cause commune et, pour cela, il nous faut comprendre comment tourne cette grosse vieille machine, pour qui et contre qui elle tourne. Qui paie le prix et qui retire les profits.

Nous partons donc pour ce congrès avec la conviction qu'une transformation sociale profonde s'impose. Elle est nécessaire et elle est possible. Nous reconnaissons l'ouverture aux possibilités, et en même temps les limites de nos imaginations, parfois aussi les limites de notre courage, de notre espoir, emprisonnés dans les structures et pensées dominantes. Sur le chemin de nos luttes, il reste à inventer nos projets collectifs de solidarité et d'amour, amour de la vie qui nous est donnée.

La préparation du congrès est toujours un effort collectif. Nous avons profité de la contribution et de l'encouragement de plusieurs personnes pour vivre ensemble cette belle fin de semaine de solidarité et réflexion collective. Que toutes ces personnes soient sincèrement remerciées :

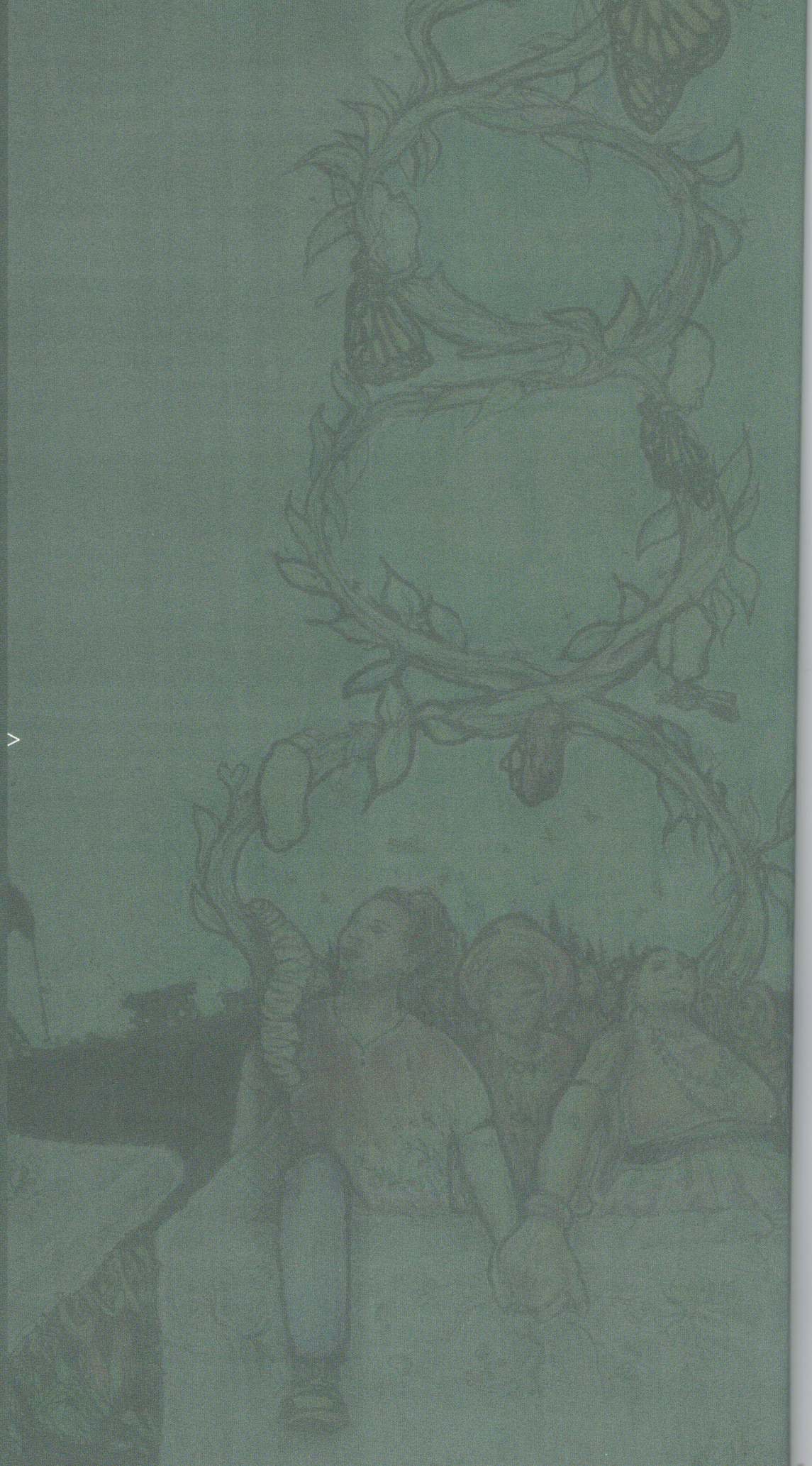
- les membres du conseil d'administration de L'Entraide missionnaire;
- l'équipe de la permanence : Catherine Paquin, Micheline Malbœuf et Jeannette Thiffault;
- les anciens membres de la permanence toujours disponibles pour nous aider : Suzanne Loiselle, Denis Tougas et Gerardo Aiquel;
- les conférencières et conférenciers invités : Augusta Henriques, Fanny Aïshaa (qui est aussi l'artiste responsable de l'affiche du congrès), Lorraine Guay, Élodie Ékobena, Martin Lukacs, Katie McKenna et Sipi Flamand;
- l'équipe de Mise au jeu, dont la directrice Nancy Roberge, l'animatrice du congrès;
- Hélène, Jonathan et Julien de l'équipe de P.A.I.R. / Appropriation, pour votre présence « auditive et visuelle »;
- la Librairie Paulines;
- Jean-Paul St-Germain, Lore Bolliet, Geneviève Talbot et Josianne Gauthier, membres du personnel de Développement et Paix pour leur accompagnement durant la planification;
- chacune et chacun de vous pour votre participation.

Enfin, la tenue du congrès est rendue possible grâce au généreux soutien financier des sociétaires de L'Entraide missionnaire, des organismes Développement et Paix, la Caisse d'économie solidaire, la Fédération interprofessionnelle de la santé du Québec (FIQ), la Fondation Béati. Soyez-en tous chaleureusement remerciés.

Et maintenant, pour nous mettre en route, je passe la parole à notre animatrice du congrès, Nancy Roberge.

Merci et bon congrès !

Congrès 2016 >



Mot de bienvenue



Fanny Aïshaa

FANNY « AÏSHAA », artiste visuelle, muraliste, a depuis toujours un amour profond du vivant. Autodidacte, elle a appris à peindre en observant la nature et en découvrant diverses communautés des Amériques. Elle s'est initiée à l'art visuel surtout lors de projets communautaires d'art de la rue au Brésil. Son esprit du voyage et son âme nomade l'ont ensuite guidée dans différents univers artistiques au Brésil, au Chili, au Guatemala, dans différentes nations autochtones, au Sénégal. Ses œuvres veulent célébrer souvent avec humilité le patrimoine vivant, l'espoir, commémorer les défenseurs de l'eau, de la terre, remercier le pouvoir de la vie et la biodiversité. Fanny a aussi besoin d'utiliser les espaces créatifs pour apprendre, écouter les récits, les savoirs des communautés et créer des œuvres de grand format souvent comme porte-voix d'une quête de justice environnementale ou tout simplement pour célébrer la diversité culturelle et naturelle, ce qui l'inspire sur sa route.

Je me présente, mon nom est Fanny, Fanny Aïshaa.

J'aimerais remercier L'EMI de m'avoir offert cette occasion de vous accueillir et de vous présenter une pensée d'ouverture, en toute humilité. Avant de commencer à traiter cette thématique précieuse qu'est le changement systémique, il me semble important de nous situer. Essentiel même, je crois, en plus d'accueillir les invités de l'extérieur, de se rappeler que cette conférence a lieu au-delà de ce qu'on appelle Montréal, sur le territoire traditionnel qui n'a jamais été cédé Kanien'kehá:ka, gardien de la Porte Est de la confédération Haudenosaunee. L'île nommée « Montréal » porte le nom Tiotia:ke dans la langue des Kanien'kehá:ka, et est un lieu historique de rencontres pour les autres nations autochtones, incluant les peuples algonquins.

< 7

Pour parler de changement de système, il est important de reconnaître où nous sommes. Précieux également de le reconnaître non seulement dans les mots, mais dans les actions concrètes, les relations en actions, le respect, l'écoute. Surtout, je pense qu'aujourd'hui compte tenu des défis auxquels nous faisons face, c'est le temps d'honorer les systèmes, les lois de ces nations qui sont encore bien vivantes et qui ont montré leurs capacités à protéger le territoire pour des milliers d'années.

Je trouve important aussi de situer dans quel écosystème nous flottons présentement. Nous sommes au cœur d'un précieux trésor, le grand fleuve qu'on appelle, depuis si peu de temps dans l'histoire, le fleuve Saint-Laurent. Ce fleuve porte plusieurs autres noms plus anciens à réapprendre qui rappelle sa grandeur, la grande rivière, un chemin qui marche et qui doit marcher debout pour des générations à venir. C'est primordial pour moi de commencer en disant merci à l'eau, car c'est ce qui relie tous les êtres vivants. Ici, la richesse du fleuve, ses bassins versants sont des veines de vie qui rendent possible des sanctuaires de biodiversité et l'unicité du patrimoine vivant. Ces eaux soutiennent des milliers d'espèces visibles, invisibles, d'invertébrés, de poissons, des mammifères marins aux oiseaux, aux micro-organismes, aux plus magiques des planctons. Ici, le fleuve nous connecte à l'estuaire, de la mer jusqu'au golfe; il est un des écosystèmes les plus riches de l'humanité. Dans tout choix de système fait par les humains, ces eaux doivent être une priorité, car nous vivons sous leur autorité. Ces eaux nous donnent tout ce dont nous avons besoin et ne demandent en retour qu'une promesse : celle de les protéger. La beauté, la force et la grandeur de ces eaux sont aussi pour moi une source d'espoir. Elles m'enseignent chaque jour comment devenir un meilleur être humain.

Pour aller plus loin, j'aimerais partager un moment d'humilité, de beauté du monde naturel parmi plusieurs autres, qui m'a fait ressentir, ce jour-là plus que jamais, le désir de changer de système et surtout de reconnecter avec nos fonctions dans l'écosystème. Le besoin de vivre dans des systèmes qui manifestent leur efficacité à protéger, régénérer et respecter le vivant. En 2012, je me trouvais à Haida Gwaii – un archipel d'îles au large de la Colombie-Britannique – dans une résidence d'artistes située à l'intérieur d'une aire marine protégée, à Burnaby Narrows, un lieu enchanteur cogéré entre autres par la Nation autochtone Haïda et Parc Canada. C'était un voyage parmi les archipels où l'existence de personnes depuis des temps immémoriaux remonte à plus de 14 000 ans d'occupation du territoire.

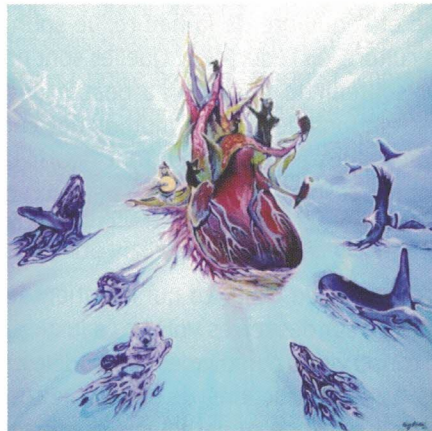
Un matin, nous nous sommes dirigés vers un site où se trouve l'une des plus belles marées basses qu'il doit être possible de voir au monde. Dès que la mer s'est retirée, une eau pure, turquoise reflétait le vert brillant de cèdres rouges anciens qui s'y miroitaient et on pouvait apercevoir des milliers d'étoiles de mers de toutes les couleurs que je ne pourrais probablement jamais peindre tellement les détails étaient uniques. Avec les mollusques, il devait y avoir des millions d'organismes vivants. C'était tout à fait phénoménal, car en regardant de près, aucun n'avait le même dessin, chacun avait été créé avec unicité. Je croyais que les étoiles de mers reposaient sur les roches et il y en avait tellement que j'essayais de marcher sans les toucher. À un moment, j'ai constaté que même où je croyais qu'il n'y avait aucune étoile, certaines apparaissaient et qu'il s'y trouvait toujours quelque chose de vivant. Chaque fois que je voulais poser mon pied quelque part, un être vivant m'envoyait une bulle d'oxygène pour marquer sa présence et pour respirer. Tout près, j'ai aperçu un lit d'asperges de mer comestibles qui dansait dans le vent. J'essayais d'approcher pour voir de plus près ces étoiles de mers nordiques, et chaque fois je voyais des bulles d'oxygènes sur la surface de l'eau à un point tel que des petites bulles apparaissaient partout et que mon cœur ne voulait plus avancer nulle part. À chaque endroit où j'allais poser mon pied, mon geste allait affecter inévitablement un être vivant visible ou invisible. Quand j'ai levé les yeux, immobilisée, j'ai pris conscience que tout bougeait autour de moi, que je ne voulais plus rien affecter. Nous étions si avancés sur le territoire, que j'étais entourée de cèdres centenaires. Je pensais... Les forêts ont pris des millions d'années pour naître avant nous et nous offrir toutes les conditions nécessaires pour que nous puissions vivre aujourd'hui. Chaque fois que le vent traversait la forêt, je croyais entendre un chant de flûte. Quand j'ai regardé vers le ciel, beaucoup de pygargues, aigles à tête blanche, tournaient en cercle – leur population est bien protégée là-bas. J'ai observé à nouveau les étoiles. Chaque fois qu'elles étaient dans l'eau, elles prenaient des couleurs plus puissantes, inimaginables, et quand elles en sortaient, leurs couleurs devenaient moins vives. J'ai alors pensé au pouvoir de l'eau – surtout comme artiste – à quel point les couleurs de la vie sont éclatantes grâce à l'eau; de quelle façon l'eau enrichit ce que nous sommes, enrichit nos systèmes de vie, notre mode de vie. L'eau nous offre ses couleurs, son espoir, sa promesse de vie.

Au même moment, je n'ai pu m'empêcher de penser aux *supertankers* de pétrole d'un important projet de développement d'hydrocarbures, Northern Gateway, qui devaient passer dans les eaux tout près, pour transporter du pétrole brut de l'oléoduc sur la côte de la Colombie-Britannique et des territoires autochtones sans leur consentement. Un incident entraînerait une marée noire et pourrait effacer en un instant ce qui avait pris des millions d'années à peaufiner, à créer. Je ne pouvais plus vivre dans un modèle qui fait abstraction ou interfère à l'encontre de toute cette beauté offerte gratuitement par la nature.

Nous avons continué le voyage. Nous sommes arrêtés à un endroit où il y avait un rocher plein d'otaries, de lions de mer qui rugissaient et baillaient gavés de poissons, gavés de l'abondance de la mer que les Haïdas ont gardée et protégée depuis des temps immémoriaux. À un moment, je croyais que mon cœur battait vraiment fort, car j'entendais un battement qui résonnait au-delà de moi; je réalisai qu'il s'agissait des tambours, des chants dans la mer. C'était vraiment puissant ! Pour moi, il s'agissait sûrement d'un appel d'urgence de la mer, car le rythme des tambours était très rapide. Un sentiment vivant qu'il existe une guerre contre la vie, contre l'eau. C'était sans aucun doute une obsession puisque nous étions dans un lieu si pur, entourés de beauté, mais nous sentions la menace ou la violence d'un système faire entrave au vivant.

Cette même journée nous sommes allés à Sgang Gwaay, un ancien village des Haïdas, et une aînée Haïda m'a expliqué qu'il est normal d'entendre encore les chants haïdas et les tambours dans ces eaux et lieux protégés, qui ont été des villages depuis des millénaires. J'en fus profondément touchée car on parle souvent de la mémoire de l'eau, de l'urgence de protéger l'eau. Ce jour-là je l'ai ressenti vraiment profondément devant toute la splendeur de l'océan, dans tout mon corps. Je sentais que, dans le privilège de voir toute cette beauté, s'exprimait aussi une responsabilité profonde de protection et l'importance de ralentir à prendre au lieu de redonner à cette beauté pour qu'elle reste vivante et se régénère.

Ce sentiment s'est amplifié durant le voyage, quand nous avons visité une rivière à saumons sauvages. Cette rivière était si abondante de saumons qu'au pied de chaque arbre, les ours et les aigles avaient fait un grand festin, en laissant quelques restes de poissons. On voyait des duvets blancs d'aigles qui flottaient partout sur l'eau, tellement ils étaient venus se régaler. Chaque petit reste de poissons ressemblait à une offrande aux pieds des cèdres. Le saumon, je le précise, est une espèce-clé qui a fertilisé de son corps le territoire, le sol pour permettre aux forêts de pluie, *rainforest*, d'être aussi fortes et géantes. Même quand on découpe un cèdre, on peut reconnaître la rougeur et les mêmes lignes qu'un flanc de saumon et voir la relation entre les deux espèces. Ce simple constat du miracle de la vie m'a rappelé notre rôle comme humain dans le cycle de vie et la manière d'exprimer, par nos systèmes, nos lois et nos modes de vie, notre gratitude au vivant. Tout comme le saumon, nous devons nourrir le sol, aller à contre-courant parfois, retourner à nos sources, redonner, sacrifier pour régénérer et faire fleurir la vie.



À la fin de ce périple, où nous avons pu naviguer, avec humilité, à travers une minime partie de ce qu'est la richesse inestimable de la culture et du territoire des Haïdas, se sont tenues les consultations publiques sur Northern Gateway. Des centaines de personnes ont témoigné leurs oppositions au projet qui aurait des impacts dévastateurs. Une marée noire dans l'océan aurait un impact, comme ceux de la variole qui ont dévasté 95 % de la population. Les projets d'aujourd'hui démontrent la continuité du système colonialiste, même violence à travers des politiques, des stratégies reflétant notre époque. Ce qui m'a marquée à jamais, c'est d'entendre chaque témoin en opposition au projet, partager son amour de l'archipel, de sa culture, de son identité, de sa relation de respect à l'eau, au territoire, au monde naturel, surnaturel, etc. Les gens se sont unis avec un même amour, toutes origines confondues, pour valoriser ce qui est essentiel à la vie, car nous sommes tous des êtres d'eau. Chaque guerre contre l'eau affecte la vie de tous. Cette expérience m'a fait profondément réfléchir comme exemple concret à faire naître l'espoir de changer de système. J'aime partager cette histoire simple, car j'étais vraiment profondément touchée après ce séjour. Une question demeure fondamentale pour moi : pourquoi des gens sont-ils prêts à tout sacrifier, à donner leur vie pour protéger la nature avec espoir, à montrer leur amour de la nature, tandis que d'autres personnes ne le font pas ?

Aujourd'hui même, dans ce combat de changement de système ou de choix de système, je pense, par exemple, à ce qui se produit au Dakota avec Standing Rock et je crois qu'il est fondamental de transformer nos perceptions et d'honorer les lois, les systèmes qui ont aussi existé – et existent toujours – et qui ont montré leur efficacité à protéger la « balance naturelle ». N'est-ce pas fondamental de faire la différence entre des stéréotypes, par exemple, entre le fait de protester et le fait d'exercer sa responsabilité, son autorité sur un territoire héréditaire pour protéger la vie, le territoire, l'eau, etc. Si on réfléchit à des solutions avec les mêmes concepts, les mêmes yeux, les mêmes « boîtes », les mêmes idées établies, les mêmes termes coloniaux, les solutions et réponses viendront toujours de l'intérieur de ce même paradigme. D'où l'importance d'avoir une diversité de voix, de lois, d'héritages, de pratiques représentées et entendues.

Ce que les médias qualifient de protestation, c'est bien davantage l'expression d'un rassemblement de personnes qui honorent leurs responsabilités de protéger ce qui soutient la vie. Faisant partie de la biodiversité, les humains reflètent une richesse de cultures, de savoirs, de langues, de couleurs. La violence systémique qu'on ressent aujourd'hui, vient souvent de ce cadre imposé qui dénie une diversité de la beauté, des modes de vie, des connaissances nécessaires pour faire fleurir la vie et la biodiversité.

Ce paradigme répète toujours les idéaux de droits, de liberté personnelle, économique, de liberté de croissance, ce qui nous est dû, produisant ainsi des privilèges qui créent le manque d'équilibre. Cet équilibre s'acquiert dans la coopération mutuelle. Tout dans la nature, même la relation entre prédateur et proie, semble lié par une relation d'interdépendance, de coopération. Je rêve vraiment que, dès la jeunesse, l'on puisse apprendre et surtout enseigner nos responsabilités comme humains dans le cycle et l'équilibre de la nature. Je souhaite que ces responsabilités fassent partie intégrante de la culture, de l'éducation. Quelles sont nos responsabilités, quels sont nos savoirs nécessaires pour soutenir le vivant ? La beauté des responsabilités permet de connecter, de développer des relations de respect mutuel, des comportements d'humilité par rapport à ce qui doit être protégé, des pratiques qui font fleurir la chaîne de la vie. Je pense vraiment que c'est en honorant nos responsabilités qu'on peut accéder à l'essence de ce qu'est la vraie liberté comme humain !

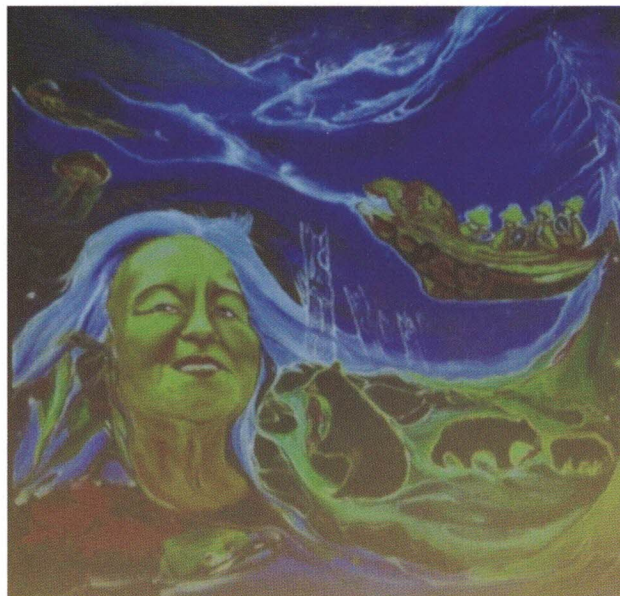
10 >

Une de ces responsabilités, c'est aussi de cibler ce qui maintient légalement la destruction. On dit souvent qu'il n'y a pas de justice sur des terres volées. La justice humaine, environnementale, ne pourra jamais exister si l'on conserve les paradigmes, les modèles, les cadres de fonctionnement qui ont permis à ces injustices, à ces destructions, de devenir le cœur de nos économies, de nos cultures. Changer le système, c'est sortir de ce paradigme dominant, ce système de béton, c'est reconnaître les sources systémiques, les législations, les droits des uns qui ont permis la violation systémique depuis 500 ans, voire même de nier la possibilité d'exercer notre responsabilité de protéger les territoires, les eaux, les identités, la souveraineté, l'autodétermination des peuples, le maintien de l'intégrité naturelle.

Avec le modèle colonialiste, capitaliste, extractiviste, le territoire a été fracturé, l'eau a été volée, les pêches sont devenues des marchandises. Les liens sacrés qui reliaient chaque être vivant à une fonction sacrée ont été altérés, brisés, parfois oubliés, mais heureusement ont pu continuer d'être célébrés par des modes de vie vivants et résilients. L'espoir de sortir de ce système, c'est au prix de reconsidérer ce qui est essentiel, à la base. Comment honorer une relation de respect au vivant, au naturel comme au surnaturel, au monde visible comme invisible ? Qu'est-ce qui me nourrit, d'où vient mon eau, comment puis-je me déplacer en douceur en admirant la beauté de l'espace que je traverse ? De quelle manière ce que je vois vivre à l'extérieur de moi m'habite-t-il moi aussi ? Quelle est ma connexion avec les sources de la vie, de la terre, de l'air, de l'eau, du feu ? Quels rituels, cérémonies, pratiques me permettent de dire merci, de me connecter à ce qui est sacré dans mon existence et de le célébrer ? En quoi les réponses que je trouverai à ces questions sont-elles respectueuses de l'ensemble de la toile de la vie ? Quels sont mes privilèges ? Quelles sont mes oppressions ? Du sacré de ma vie, qu'est-ce qu'on a désacralisé ? Il est précieux, me dis-je, de resacraliser ce qui existe, de retisser les relations à l'intérieur de nous et entre nous, de réfléchir et imaginer de meilleures idées collectives en dehors de la « boîte » des idées reçues. D'où l'importance de la culture. Quelle est ma culture de l'eau, ma culture au territoire, etc. ?

En guise d'espoir, référons-nous à des exemples concrets où les lois, les protocoles autochtones unis à des procédures juridiques ont permis de stopper des projets comme Northern Gateway. La reconnaissance des lois autochtones m'apparaît essentielle pour décoloniser le système, en sortir et le guérir. Par là, je ne veux pas dire de faire porter tout le poids, toute la responsabilité sur les nations autochtones, c'est plutôt un appel à l'unité pour partager cette responsabilité et ce poids. Il est temps de se rappeler qu'on est des êtres d'eau, ce qui soutient l'essence de la vie. Le système dominant actuel, issu du colonialisme, le capitalisme est en guerre contre la vie. C'est un système basé sur la rentabilité, la monoculture et il ne reflète pas la diversité ni la coopération mutuelle de la nature.

La plus grande conséquence du modèle extractiviste aura été d'extraire des liens sacrés d'interdépendance entre tout ce qui vit. Voilà pourquoi nous vivons à une ère où nous devons régénérer, guérir, redonner, replanter, laisser à la nature l'espace et le temps de respirer à son propre rythme et non de façon artificielle, industrielle. On doit se retrouver, se rencontrer, rassembler les parties divisées. Reconnaître le racisme environnemental. L'espoir, c'est de retisser ces liens sacrés, dans les communautés et les écosystèmes. Non avec le bruit, la violence des industries de la colonisation, mais avec l'amour de la beauté de la Mère nature, naturellement sans cesse en résilience. Prendre seulement ce dont on a besoin, offrir quelque chose à la toile de la vie. Remédier, régénérer, rééquilibrer, décontaminer, remédier, réclamer, décoloniser, réapproprier, respecter. Et c'est possible, j'y crois, en comprenant notre unicité et en étant conscient des dons que la vie nous a offerts. Avoir le courage de délaissier les fonctions basées sur la rentabilité et les salaires et embrasser les dons que le Créateur et la nature nous ont donnés. Je crois qu'à travers chacun de ses dons, nous remplissons un rôle nécessaire à la nature et que c'est une voie pour retisser des écosystèmes. En connectant avec nos feux, nos dons, nos passions, nous retrouvons notre essence et notre but à atteindre. Comme les abeilles qui pollinisent, les saumons qui fertilisent les forêts, les fungis, la mychorize qui aide aux échanges de nutriments, les communications dans la forêt et les humains ont aussi leurs rôles précieux, indispensables. J'aimerais finir sur une question ouverte que chacun méditera : quels dons avez-vous à offrir à la nature pour régénérer, guérir, remercier, remédier, prendre soin de ce chef-d'œuvre qu'est la biodiversité, prendre soin du monde visible comme invisible, prendre soin de ce qui est tangible, matériel comme spirituel ?



Changer les paradigmes et réinventer de nouvelles utopies, pour changer les systèmes qui dérèglent le climat !



Augusta Henriques

AUGUSTA HENRIQUES, fervente militante de la préservation de la biodiversité par l'action citoyenne et l'émancipation culturelle de Guinée-Bissau en Afrique de l'Ouest, est cofondatrice de Tiniguena, qui signifie en créole « Cette terre est notre terre », une organisation pionnière dans son pays et qui jouit maintenant d'une renommée mondiale pour son action pour la conservation de l'environnement et la protection du riche patrimoine culturel et naturel de Guinée-Bissau. Diplômée de l'Institut supérieur de Service social de Lisbonne, au Portugal, Augusta a une longue expérience en éducation des adultes, notamment dans une équipe dirigée par Paulo Freire. Elle a assimilé les enseignements de ce grand intellectuel et militant brésilien qu'elle a ensuite appliqués à son action auprès des groupes marginalisés afin de comprendre les causes véritables de leur situation et de favoriser une action solidaire et organisée pour le changement.

Le seul vrai progrès, c'est celui de la conscience... disait monsieur Jacques Gélinas, dans son intervention au congrès de L'EMI de 2009, sur le thème *Le monde en criseS : quelles voies de sortie?*

< 13

J'avais été invitée à ce congrès des 12 et 13 septembre et j'y avais présenté, le 13, un exposé sur la *crise alimentaire : perspectives africaines : garder les liens avec la Terre, promouvoir la souveraineté alimentaire*. Je garde mémoire de ce jour-là car, après ma communication, j'ai reçu un appel de ma fille de Bissau, m'informant que mon père, gravement malade, venait d'être hospitalisé. J'ai interrompu ma visite au Canada et suis rentrée chez moi le lendemain. Trop tard... Papa était déjà parti. Je conserve donc un souvenir particulier de ce congrès.

Invitée par Molly, la nouvelle coordonnatrice de L'EMI, à m'adresser à nouveau aux participants et participantes durant ce week-end de rencontres et d'échanges, j'ai parcouru mes archives pour faire ressortir les éléments clés du congrès de 2009 – au-delà de la tristesse et de la nostalgie des souvenirs de la mort de mon père. J'ai relu la communication que j'avais présentée et j'ai retenu la phrase finale, empruntée à monsieur Jacques Gélinas – l'une des belles rencontres faites à cette occasion – *Le seul vrai progrès, c'est celui de la conscience...* Nous parlions des crises qui frappaient le monde. Je redécouvre une sagesse profonde dans cette phrase en lien avec l'objet de notre réflexion d'aujourd'hui.

Cette fin de semaine, nous sommes réunis autour du thème : *Changer le système, pas le climat : créons des alternatives pour un monde solidaire*. En 2009, on parlait aussi du besoin de changer le système et je disais dans ma présentation :

Nous connaissons des crises mondiales globales, parmi lesquelles une crise alimentaire qui lance dans la famine et la malnutrition des millions d'êtres un peu partout dans le monde, mais en particulier en Afrique. Ces crises nous rappellent que la gouvernance mondiale est, elle-même, en crise ! Mais ce système qui est à la base de notre gouvernance est aussi en CRASH !!! Et nous ne serons jamais capables de trouver, à l'intérieur de ce système, des solutions aux problèmes actuels qui oppriment et font souffrir, qui attaquent et érodent notre propre humanité ! (...) Il faut changer ce système !

En faisant un exercice de mémoire de mon passé, je retrouve assez souvent cette expression, « il faut changer le système ! ». À 18 ans, je lisais Cabral et d'autres grands penseurs humanistes de cette époque. Mais, depuis lors, on n'a pas vraiment fait de progrès. Le système fondé sur l'exploitation n'a pas vraiment changé, il s'est plutôt perfectionné.

La globalisation des marchés ainsi que la communication globale de notre ère ont fait naître partout cette logique du capital avant tout, du besoin de la consommation pour produire la croissance économique sans laquelle il n'y a pas de développement. Et cette logique nourrit une vision paradigmatique du monde fondée sur la consommation sans laquelle on n'existe pas. L'expression « je pense, donc j'existe » s'est peu à peu transformée en « je consomme, donc j'existe ! ». Dès lors, impossible de changer le système sans changer la vision paradigmatique du monde.

Pour ceux qui ne me connaissent pas : je viens de la Guinée-Bissau, un petit pays de l'Afrique occidentale, voisin du Sénégal, colonisé par les Portugais et libéré du colonialisme en 1973 grâce à l'action d'un leader charismatique, Amílcar Cabral. Avec quelques camarades, nous avons fondé, en 1991, Tiniguena « Cette Terre est à nous ! », une ONG nationale dédiée à la conservation de l'environnement, du développement participatif et durable à travers l'exercice de la citoyenneté.

Le 5 juin dernier, nous avons fêté notre 25^e anniversaire. Tout comme L'EMI, nous vivons le grand défi de la relève. J'ai quitté mon poste de directrice en 2013 et un jeune d'environ 30 ans m'a remplacée. C'est probablement pour cette raison que Molly a voulu que je sois là, avec vous, aujourd'hui, pour partager mon expérience et les leçons apprises. C'est peut-être aussi pour cela que j'ai parlé de la mort de mon père au début de cette présentation. Car la relève surgit des petites morts qui font émerger une nouvelle vie et l'aident à prendre sa place dans le monde.

Pourtant, je n'ai pas quitté Tiniguena, je reste avec « la famille ». Mon rôle actuel est de passer l'héritage en termes de valeurs, d'ancrage sur des thématiques au cœur de l'organisation, de renforcement des capacités des nouveaux cadres, d'inspirer et de servir de référentiel, pour que l'on garde le cap dans un monde qui sème trop de bruits et détourne l'attention vers l'accessoire, l'immédiat, le prestige, le shining, donc, vers l'individualisme au détriment de la solidarité.

Dans ce rôle, j'appuie les nouveaux cadres à concevoir et réaliser des projets nous permettant de développer notre capacité interne de proposition et d'action transformatrice dans la niche de Tiniguena. Je travaille surtout avec le nouveau directeur et avec la nouvelle chargée de projet, une jeune fille avec un fort potentiel. J'aime travailler avec Ilsa, non seulement pour son intelligence et son engagement avec Tiniguena, mais aussi parce qu'elle s'intéresse beaucoup aux questions des droits des femmes en Afrique.

L'an passé, nous avons réalisé ensemble et une autre jeune fille juriste, Samantha, membre de la Nouvelle Génération de Tiniguena - GNT (j'en parlerai plus tard), une étude en forme de diagnostic participatif sur les droits économiques des femmes. Pourquoi vous en parler ? Parce que c'est dans le cadre de cette étude, qu'est devenu très clair pour moi le besoin de travailler davantage sur la vision paradigmatique du monde, si l'on veut œuvrer pour des transformations sociales vers un monde plus juste et solidaire.

Ce travail, il faut le concevoir et le faire en développant une vision, des stratégies et des programmes d'action intergénérationnels. Car il s'agit des progrès réalisés et à poursuivre dans la conquête des droits des femmes. J'ai appris avec ma mère que les droits des femmes sont un combat partagé par des générations, où la génération suivante n'a pas le droit de laisser perdre les conquêtes des précédentes, parce qu'elles ont été obtenues par le sacrifice et la souffrance de nos mères et de nos grands-mères, et aussi parce que la négligence à les conserver ralentit les avances des générations futures. Pour bien le comprendre, nous avons regardé l'évolution des droits des femmes sur plusieurs angles : perceptions, pratiques, tendances et paradigmes. Nous avons eu des échanges avec des femmes de différentes classes d'âge, ethnies, confessions religieuses, lieux de vie (milieux rural et urbain), types d'activités organisées ou individuelles, etc.

Dans ces échanges avec les femmes, à travers des entrevues individuelles et des réunions de débat, le tout supporté par des techniques d'animation de groupe selon la méthode du professeur Paulo Freire – qui m'a formée quand j'ai travaillé dans l'équipe d'alphabétisation après l'indépendance – nous avons posé des questions nous permettant de percevoir quelle est leur compréhension de la richesse, du rôle des hommes et des femmes dans la création et le partage des richesses, qui détient le droit de propriété et la richesse, comment se passe l'héritage, qui va hériter des biens de leurs familles, à qui veulent-elles transmettre l'héritage de leurs biens... Nous avons essayé aussi de comprendre quels étaient leurs rêves pour leurs enfants, pour leurs filles en particulier, et encore quels sont les rêves des jeunes filles pour un avenir heureux. Là, nous avons dégagé et croisé les visions paradigmatiques des unes et des autres, et nous avons conclu qu'elles se rejoignent.

Les femmes veulent plutôt laisser leur héritage à leurs fils, car les filles doivent se marier et faire partie d'une autre famille. Même les femmes avec des activités génératrices de revenus à fort potentiel économique ne souhaitent pas que leurs filles héritent de leur métier. Elles préfèrent les voir partir vers la ville, la capitale Bissau, encore mieux vers l'Europe, pour aller étudier et travailler dans d'autres activités que celles liées à la terre. Elles considèrent que ces activités ne sont pas nobles, ni dignes, qu'elles sont trop pénibles, trop dures pour leurs filles et pénalisent les femmes qui supportent le plus gros des charges du travail et de la vie à la campagne. Les jeunes filles que nous avons rencontrées nous ont aussi avoué leur rêve de partir, de quitter la paysannerie pour aller vivre ailleurs, en ville, en Europe. Parce que c'est là qu'elles peuvent accéder au vrai bien-être, selon leurs témoignages.

Quand nous leur avons demandé en quoi consiste le bien-être pour elles, elles nous ont parlé d'avoir de l'argent pour acheter tout ce qu'elles veulent et ne trouvent pas dans leurs villages. Quand nous avons questionné les unes et les autres sur l'avenir de leurs biens, leurs maisons, leur bétail, leurs champs labourés par des générations de femmes et d'hommes, leurs terres – héritage de leurs ancêtres – leurs cérémonies réalisées dans des lieux précis du territoire de leurs communautés... elles s'en remettent à la destinée. Ceux et celles qui n'auront pas pu partir s'en occuperont.

< 15

Puis, nous leur avons expliqué la tendance actuelle de l'accaparement des terres, qui risque de les déposséder et de transformer ceux qui restent en simples salariés des nouveaux maîtres de leurs anciennes terres. Ceux qui auraient pu partir resteraient confondus avec tous les autres déplacés, dans l'anonymat froid et dur des villes, sans la solidarité de leurs communautés et de leur environnement, qui les protègent et les nourrissent en temps de crise, grâce aux biens et services des écosystèmes naturels et des connaissances intimes qu'ils ont de ces milieux... Comme réponse, nous n'avons eu qu'un silence interloqué...

Voilà la vision paradigmatique qui est partagée aujourd'hui sur la richesse, le bien-être et ce, même au plus profond de la paysannerie de mon petit pays natal, la Guinée-Bissau.

Pourtant, une femme bijagó – Bijago est un peuple animiste qui habite traditionnellement l'Archipel des Bijagos, candidat au titre de patrimoine mondial de l'UNESCO – que nous avons rencontrée lors de cette étude, *Cantoucha*, nous a partagé un témoignage troublant. Elle nous a dit :

Chez les Bijagós, il y a la richesse que Dieu a créée et donnée à l'homme et à la femme, et les richesses que l'homme et la femme ont créées par leur travail. Dieu a donné à l'homme bijagó la partie terrestre des îles où se trouvent les palmeraies et les forêts, et a confié aux femmes bijagós la zone intertidale, entre la mer et la terre, où elles prélèvent des coquillages pour nourrir leurs familles.

À mon époque, les richesses les plus importantes créées par le travail des hommes et des femmes bijagós sont : les champs de riz, les champs de haricots et d'arachides bijagós et la maison où on habite.

Mais maintenant, tout est changé. La plus grande richesse des Bijagós d'aujourd'hui, c'est le cajou – anacardier, une culture de rente stratégique pour l'économie nationale – à cause de l'argent qu'il rapporte. Tout le monde veut de l'argent pour acheter beaucoup de choses dont ils ont besoin et qu'ils n'ont pas, mais aussi beaucoup d'autres choses qu'ils produisaient auparavant et qu'ils ne veulent plus se fatiguer à produire, et d'autres nouvelles choses qu'ils voient et veulent, dont ils n'ont pas vraiment besoin, car elles ne sont pas essentielles.

Mais la culture du cajou est en train de prendre la place et de détruire les palmeraies, les forêts, les champs d'arachides et de haricots, même le riz cultivé sous les palmeraies... le cajou est en train d'en finir avec les coquillages et les huîtres sauvages que nous exploitons dans la zone intertidale, qui sont toutes des ressources essentielles pour les modes de vie et la culture bijagós.

Maintenant, avec l'argent qu'on gagne par la commercialisation du cajou, on achète ces produits déjà récoltés et transformés par une exploitation intensive par des usagers externes, menaçant la culture bijagó et l'environnement dont on dépend. Avec l'intensité qu'emploient ces usagers à exploiter ces ressources, ces produits vont bientôt disparaître ! Et le monde bijagó va aussi finir car, sans ces ressources, le bijagó ne peut pas vivre ses cérémonies et sans cérémonies, le bijagó n'est plus bijagó!

Nous constatons ainsi que la vision paradigmatique est en train de changer partout dans le monde, incorporant l'argent comme valeur essentielle et la consommation comme préalable au bien-être. Pour accéder à l'argent indispensable dans une société de consommation – une société où on n'existe pas si on ne consomme pas – **pour avoir de l'argent, on aliène tout** : la terre, les champs, la nature, la culture et même la spiritualité, ce bien non marchand – on se convertit à d'autres cultes... Pour avoir de l'argent, on rentre en compétition les uns avec les autres, on rompt avec la cohésion à l'intérieur des familles, des communautés, des sociétés. On néglige la pratique de la solidarité, cultivant l'individualisme et l'accumulation, l'avoir au détriment de l'être.

16 >

C'est le moment de nous questionner sur notre rôle dans tout ce bouleversement. Nous, qui travaillons pour des ONGs nationales et internationales, pour des organisations sensées promouvoir le bien-être des familles et des communautés, à travers la mobilisation à la solidarité au niveau local, national et international ? Et quand on parle de transmission de legs intergénérationnel, à quelles valeurs et à quels acquis nous référons-nous ?

En effet, sauf pour quelques rares exceptions, les ONGs ont été et sont des instruments parmi les plus efficaces de transmission de la logique du capital, de l'accumulation et du marché vers des groupes et des communautés dites vulnérables, jusqu'aux endroits les plus éloignés du monde, jusqu'aux peuples les plus réticents et fermés à la transaction marchande.

Le développement de l'industrie de l'aide se concentre davantage sur quelques sources de ravitaillement des ressources financières bien réglementées, à travers un nombre réduit de grandes agences de financement, d'accès difficile et dépendant des concours assez compétitifs. Cette industrie de l'aide contribue à rompre les liens de solidarité entre les ONGs – du Nord et du Sud – à transformer des partenaires en concurrents et, plus encore, à corrompre les rapports entre les ONGs locales et nationales avec les organisations et communautés de base.

En effet, leurs exigences en matière de conditions d'accès et de gestion des projets qu'ils financent surchargent de bureaucratie des ONGs candidates et détournent leur attention des réelles préoccupations des groupes avec lesquels elles travaillent. Comme on ne peut pas développer chez les autres des valeurs que nous ne pratiquons pas, ces ONGs ont tendance à traduire auprès de leurs groupes-cibles les mêmes logiques et pratiques compétitives et d'imposition que les donateurs exigent d'elles. De cette façon nos organisations contribuent à répandre l'idéologie de la domination de ceux qui ont de l'argent sur ceux qui n'en ont pas et à favoriser la compétition et l'individualisme chez les groupes avec lesquels nous travaillons. Tous ces processus nourrissent la vision paradigmatique centrée sur l'individualisme et la subjugation au pouvoir de l'argent.

Dans ses quêtes de financement, nos ONGs se sont professionnalisées davantage pour satisfaire aux exigences des bailleurs de fonds. Elles se sont développées dans des modèles organisationnels demandant assez d'argent et elles ne savent ou ne peuvent plus travailler « autrement ». À cause de la pénurie des fonds, elles deviennent de plus en plus vulnérables, se tournant vers elles-mêmes, laissant de côté le travail en réseau avec leurs congénères...

Dans le cadre d'une étude sur les expériences de réseaux collaboratifs d'ONGs en Guinée-Bissau, étude à laquelle je participe et qui est en phase de conclusion, nous avons constaté que la plupart des réseaux créés d'ONGs bissau-guinéennes ont connu une courte vie à cause de l'insuffisante participation des membres par manque de temps. Par manque de temps aussi, la plupart des responsables et des cadres de nos organisations ne s'investissent plus suffisamment dans l'écoute et l'accompagnement de leurs partenaires de base; le processus d'identification des projets est souvent bâclé, laissant de côté leur implication, car les *deadlines* de soumission des candidatures sont serrés et qu'il ne faut pas trop ventiler nos idées de projets puisque, de toute façon, il s'agit de concurrence au financement, et alors, il n'est pas question de se faire « piquer » ou plagier nos idées...

On vit dans un monde où la plus importante qualité demandée aujourd'hui aux responsables et cadres de nos organisations, ce n'est pas la capacité de tisser des liens et de travailler en réseau, mais plutôt d'être de bons gestionnaires; des gestionnaires qui mettent en place des plans d'affaires pour cerner le portefeuille de projets qu'ils doivent mettre à exécution chaque année qui soient rentables ou viables; des cadres d'ONGs qui doivent maîtriser des outils de mesure de performance, d'impact, d'efficacité, pour convaincre les bailleurs de fonds et justifier l'argent qu'on leur demande, qui sont obligés de se consacrer plus aux rapports qu'au renforcement des capacités de leurs partenaires... Où trouver le temps pour le travail en réseau ?

Et pourtant, selon les résultats de l'étude que nous avons menée, le travail en réseau, c'est la principale garantie de l'avenir des ONGs en Guinée-Bissau. Plus encore, la seule porte de sortie pour nos organisations et pour les groupes et communautés avec lesquelles nous travaillons, c'est de renforcer les liens de solidarité entre nous et la capacité de travailler en réseau. Mais on n'en a plus le temps ! Il nous faut faire fonctionner à pleine vitesse la machine à pondre des projets, sans lesquels il n'y a pas d'argent pour payer nos salaires et nos frais de fonctionnement. Et nous voilà pris au piège que nous avons nous-mêmes contribué à monter...

Nos organisations se trouvent à un carrefour où il nous faudra décider en quoi nous voulons vraiment investir nos énergies et notre foi. Soit nous saisissons cette opportunité pour nous remettre en question et nous imposer des transformations profondes, changeant nos priorités, nos façons de travailler et notre organisation interne, pour donner la priorité à un efficace service aux autres et non plus pour rester *ad infinitum* repliés sur nos propres besoins... soit nous fermons nos entreprises avec dignité en laissant place à d'autres objectifs tels que l'émergence d'autres formes d'organisations plus adaptées aux défis du monde actuel.

Et c'est ici que les questions de la relève et de la transmission du legs s'imposent. Quelle relève ? Comment faire la transmission de legs ? Je n'ai pas de réponses précises à ces questions. Je ne peux que présenter mon expérience en cette matière, avec ses côtés positifs et négatifs, pour que nous puissions ensemble en retirer des enseignements.

La préoccupation de l'avenir est présente dans Tiniguena depuis sa création. Nous avons embrassé la cause de l'environnement comme partie intégrante de la niche de Tiniguena, car nous étions – et nous le sommes toujours – concernés et soucieux de la sauvegarde des espaces et ressources stratégiques pour l'avenir de nos enfants. Nous avons rendu cette préoccupation concrète et visible en plusieurs stratégies, éléments de programmes et activités. Nous sommes reconnus en Guinée-Bissau comme une organisation qui travaille pour l'avenir.

C'est dans ce cadre que nous avons conçu et mis en exécution un programme d'information et d'éducation des jeunes sur les questions environnementales. Suivant de près les enseignements

de Cabral, notre objectif veut contribuer à la formation d'une nouvelle génération informée et engagée dans la promotion d'un développement durable au niveau local et national, fondé sur la conservation du riche patrimoine naturel et culturel de notre pays, la Guinée-Bissau.

Nous avons commencé par organiser, pour les élèves du secondaire de la capitale, des visites annuelles d'études de sites d'intérêt du point de vue naturel et culturel, et en fonction de l'économie du pays. À la suite de ces visites, ces jeunes organisaient des activités de conscientisation dans leurs écoles, auprès de leurs familles et du public en général, à travers des travaux d'expression littéraire et plastique. Les élèves ayant réussi les meilleurs travaux gagnaient le droit de répéter deux fois la visite des sites d'intérêt. Les autres pouvaient continuer à appuyer la mobilisation et la préparation d'autres élèves de leur école pour les prochaines visites.

Ainsi est née la Nouvelle Génération de Tiniguena (GNT). Nous avons organisé, au long de ces 25 années, une vingtaine de visites d'études et formé, dans l'école de la GNT, plus d'une centaine de jeunes dont la plupart habitent et travaillent en Guinée-Bissau. Ces jeunes sont reconnus pour leurs capacités de réflexion critique et de proposition de projets, la qualité de leur travail et l'intégration de la dimension environnementale et culturelle dans leurs actions.

Nous avons créé Tiniguena il y a 25 ans ! J'en ai été la directrice durant 23 années. L'actuel directeur, Miguel de Barros, est issu de la GNT... Nous avons investi dans sa formation académique, l'envoyant faire des études supérieures au Portugal. Après la fin de ses études, il est revenu rejoindre Tiniguena et, pendant 4 ans, j'ai travaillé avec lui pour l'aider à se préparer à la tâche qu'on lui avait destinée. Depuis qu'il a pris la direction de Tiniguena, je travaille toujours avec lui pour l'aider à maintenir l'organisation dans la bonne direction.

C'est une belle histoire, oui ! Mais elle n'est pas idyllique ! Car les choses ne se passent jamais exactement comme nous les avons programmées et souhaitées. Nous avons vécu des moments difficiles ; j'ai presque quitté l'année dernière, car j'avais et j'ai toujours du mal à voir l'impact des changements du contexte externe de l'organisation sur la qualité de son travail et de son engagement.

Mais... nous ne sommes que des êtres humains avec leurs imperfections. Nous ne devons pas nous tourner le dos les uns aux autres parce que les difficultés se situent au-delà de nos capacités et de nos forces, parce qu'on aurait souhaité avoir quelqu'un davantage à la hauteur soit de transmettre, soit de recevoir l'héritage. En temps de turbulence, ça ne sert à rien de se disputer, de s'en vouloir, de claquer la porte. En faisant cela, nous semons la division, le clivage et les fractures entre nous, les membres d'une même famille, qui partagent une même maison, avec les mêmes rêves. Nos enfants, ils grandissent, deviennent des adultes, fondent leurs familles, font beaucoup de bêtises certes, mais réalisent aussi beaucoup de bonnes choses. Ils témoignent de leur courage parce qu'ils ne quittent pas le combat pour nourrir leur famille ainsi que leur communauté. Alors ?...

Alors, c'est le moment de revenir au thème central de notre congrès avant de conclure.

Comment construire des alternatives pour un monde solidaire ? Si l'on brise les liens de solidarité entre les organisations, entre les communautés, les familles et les individus, à tous les niveaux, à une époque où on a besoin d'inspirer et de se regrouper pour faire face aux défis majeurs comme les aléas du climat !

Comment construire des alternatives pour un monde solidaire ? Si l'on détruit l'harmonie entre les hommes et les autres êtres qui cohabitent sur cette même terre, on ne devrait pas s'étonner que le climat réagit, et réagit mal, tel un thermomètre qui indique que la fièvre est montée, très forte !

Le changement climatique est un indicateur certes, mais il est aussi un résultat des actions d'exploitation poussant les ressources et les écosystèmes au-delà de leurs limites. Car le changement climatique est la résultante de cet équilibre rompu. Et cet équilibre ne pourra pas être restauré dans des systèmes politiques, économiques et sociaux comme ceux qui gouvernent le monde actuellement.

Pour changer ces systèmes, il faudra changer les paradigmes qui guident la conduite des hommes et des femmes d'aujourd'hui et de demain ! Il faudra une transmission d'héritage entre les différentes générations, permettant d'apprendre les enseignements qui s'imposent, pour réinventer de nouvelles utopies, où l'homme et la femme retrouvent la paix et l'harmonie entre eux et avec les autres espèces, avec la terre et le climat ! Car le seul vrai progrès, c'est celui de la conscience...



MISE AU JEU

L'animation du congrès a été confiée à Mise au jeu, une équipe d'intervention théâtrale participative. Nancy Roberge, directrice générale et artistique de cette équipe, devient la meneuse de jeu durant tout le congrès. Et l'équipe, à travers quelques courts sketches, provoque prises de conscience et réflexion.

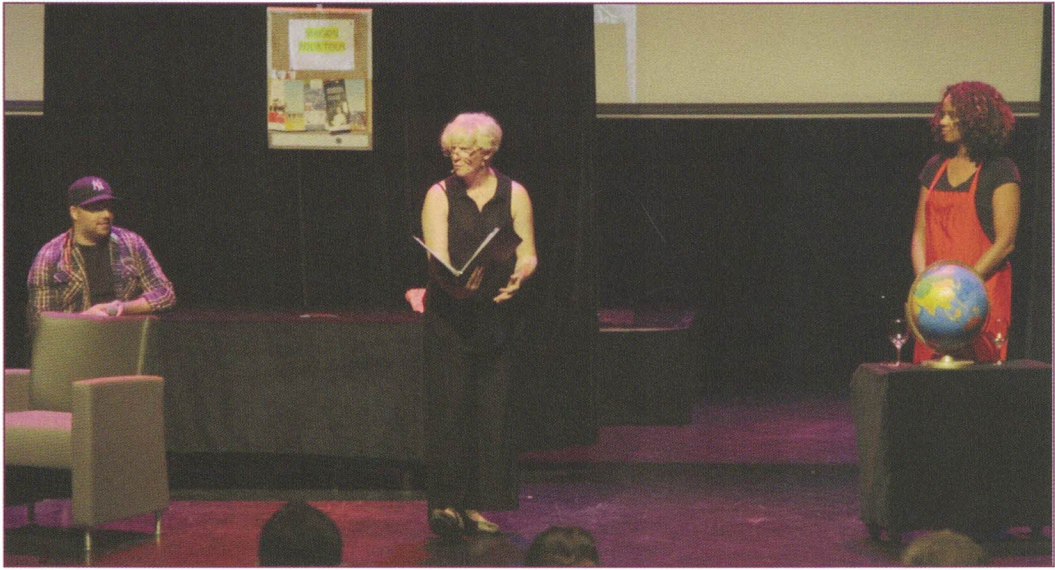
La mission de Mise au jeu est de mobiliser les connaissances, les solidarités et le pouvoir citoyen pour créer un monde plus juste et égalitaire. Leur approche vise à :

- reconnaître les réalités vécues par les individus;
- rassembler les personnes et les groupes autour de projets collectifs et préoccupations communes;
- expérimenter et éprouver des pistes de solutions par le jeu interactif et les mises en situations théâtrales;
- encourager des changements de pratiques qui réduisent les inégalités; solidariser en partageant les acquis citoyens pour agir sur les systèmes et les territoires de manière viable et durable.

20 >



V

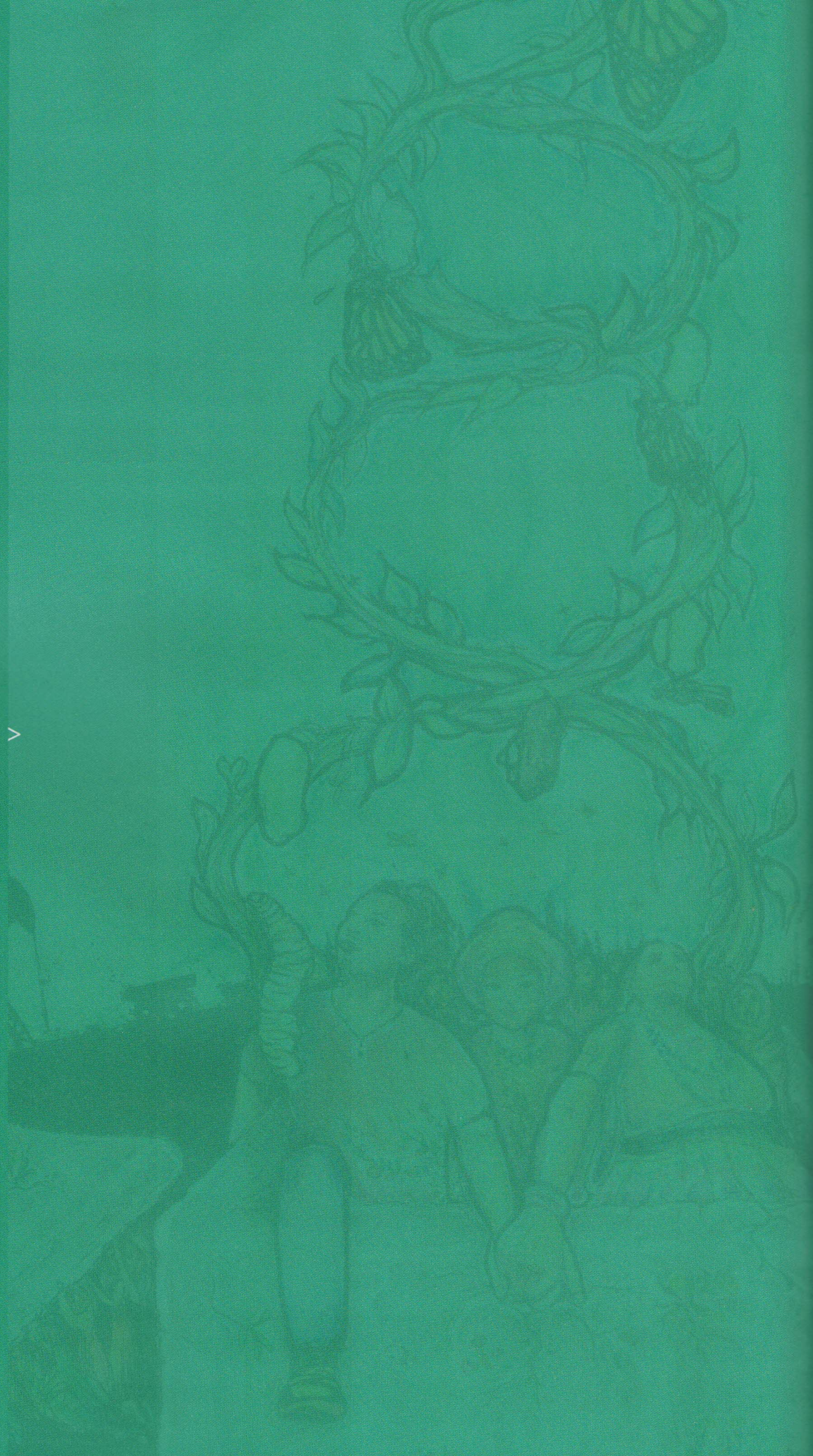


V

< 21



Congrès 2016 >



Les luttes sociales et la solidarité : transformons le monde



Nancy Roberge
animatrice

Bonjour, chers téléspectateurs et bienvenue à vous en studio.

Aujourd'hui, à l'émission *Transformons le monde*, nous allons traiter un sujet bien particulier : les luttes sociales et la solidarité.

Nous recevons sur notre plateau deux pionnières des luttes sociales, nous rencontrons Élodie Ekobena et Lorraine Guay.

Bonjour Mesdames.
Vous avez toutes les deux des CV impressionnants.
Je vous les présente.

ÉLODIE EKOBENA, agente de pastorale sociale dans le quartier Villaray de Montréal. Membre du groupe jeunesse de Développement et Paix. Déléguée pour l'Association québécoise des organismes de coopération internationale (AQOCI), Élodie était membre du Collectif de la société civile québécoise au COP 21 à Paris, en décembre 2015. Active dans plusieurs organisations concernant les droits et l'action sociale, elle est diplômée d'une maîtrise en science politique de l'Université du Québec à Montréal (UQAM). On peut l'applaudir... Bonjour Élodie.



Élodie Ekobena

Et maintenant **LORRAINE GUAY**, femme engagée. On passe maintenant, je ne dirais pas à la moins jeune, mais à la plus expérimentée. Militante du mouvement communautaire autonome, impliquée dans l'expérience de la Clinique communautaire de Pointe-Saint-Charles et les luttes des quartiers populaires dans les années '70, Lorraine a milité sur plusieurs fronts jusqu'à aujourd'hui – je ne les nommerai pas tous – et elle a participé activement aux mouvements de solidarité internationale avec le Chili (1973), le Nicaragua (1981), le Salvador (1983) et plus récemment avec le Collectif Échec à la Guerre et la Coalition pour la justice et la paix en Palestine.



Lorraine Guay

Nous vous avons invitées toutes les deux pour vous entendre nous parler d'expérience, de votre vécu. À travers vos expériences, nous allons essayer de mieux connaître les luttes locales que nous menons ici, au Québec, des luttes que nous avons menées et menons encore, et comment créer une solidarité, comment la poursuivre aujourd'hui.

Nous allons débiter avec Lorraine. Vous parlez des débuts de la Clinique de Pointe-Saint-Charles : pourquoi une clinique communautaire, par qui, pour qui et comment la mettre sur pied ? À vous de nous expliquer ce que fut cet étonnant projet.

>>> **Lorraine :** *Vous avez évidemment souvent entendu parler de la Clinique de Pointe-Saint-Charles. Cette expérience a commencé il y a quand même 45 ans. Malgré une mémoire défaillante inévitable, pour moi le souvenir très vif de la puissance de cette expérience alternative dans le mouvement communautaire et aussi dans le système de santé québécois reste encore très, très vivant. De plus, l'innovation venait d'un petit quartier, l'équivalent d'un village gaulois à l'époque. En même temps, il faut voir le contexte dans lequel est née cette expérience. Je n'irai pas dans les détails, mais sachons que la clinique n'est pas tombée du ciel. On se souvient que la Révolution tranquille faisait ses premiers pas. C'était au début des années '60 et vers la fin des années '60. La clinique est née officiellement en 1967. On était dans cette époque extraordinaire de projets à inventer, dans cette ambiance où on sentait qu'on changeait de paradigme, pour revenir au mot d'Augusta de ce matin qui appelait à un changement de paradigmes. On assistait à la nationalisation de l'électricité, la mise sur pied du ministère de l'Éducation, du ministère de la Santé, tous ces événements sont apparus à la suite de luttes très importantes. C'était aussi l'époque de l'assurance-hospitalisation au Québec, une assurance qui accordait la gratuité à l'hospitalisation, ce n'était pas encore le début de l'assurance-maladie. Les gens prenaient la parole. Pour ceux et celles qui s'en souviennent, Jean-Charles Pagé publiait en 1961 un livre **Les fous crient au secours** qui contestait l'asile psychiatrique : un événement majeur qui a été amorcé des transformations radicales dans les soins psychiatriques et dans le regard sur la "folie". Imaginez : faire sortir ces malades des murs des asiles. À la même époque, Jean-Paul Desbiens, mieux connu sous le nom de **Frère Untel**, publiait **Les Insolences du Frère Untel** une importante critique cette fois de tout le système d'éducation. Nous vivions une décisive libération des esprits. D'une certaine façon, les esprits étaient enchaînés et toutes ces actions presque simultanées permettaient d'entrevoir l'avenir « autrement ». On assistait à la montée de l'État-providence.*

Le projet de clinique communautaire apparaît à ce moment. Pourquoi ? Parce que, malgré ces derniers bouleversements, la question de l'exclusion, de la pauvreté, des inégalités, demeurait encore majeure dans notre société. Par exemple, dans le quartier Pointe-Saint-Charles, l'espérance de vie – et c'est encore le cas dans les quartiers qu'on dit « défavorisés » – se situait entre 10 et 15 ans de moins que dans Westmount ou dans Outremont. Les conditions de logement, d'alimentation étaient déplorables, et surtout le modèle hospitalo-centrique ne permettait pas de répondre aux besoins des quartiers. Dès lors, se sont formées des poches de résistance de sorte que des citoyens et citoyennes ont tenté d'imaginer une autre façon de répondre aux besoins d'un quartier. Pas question de répéter les mêmes modèles, les gens voulaient en inventer d'autres.

Comment s'y est-on pris ? En tablant sur deux ou trois objectifs très importants. Déjà, nous étions les héritiers d'une époque agissante. On parle de transmission : la clinique encore une fois était l'héritière de toute la vague des comités de citoyens qui avaient précédé. Les comités de citoyens ont eu une grande importance parce qu'on se parlait non pas en tant que bénéficiaires de services mais en tant que citoyennes et citoyens. Déjà donc les personnes mal logées, mal nourries, des personnes assistées sociales citées entre guillemets, toutes ces catégories de personnes ne se voyaient pas, elles, comme des êtres incapables d'agir, mais, au contraire, comme des citoyens qui avaient des droits et qui étaient appelés à participer à l'orientation de leurs propres institutions dans leur quartier. Une façon de faire et de vivre complètement différente : on sortait de la Saint-Vincent-de-Paul, on sortait de l'assistance, on sortait de la charité et on innovait des projets de développement réalisés par les personnes concernées, pour et avec elles. Les chantiers, le développement social naissaient d'une orientation très forte proposée

par le travailleur communautaire, coopérant international, éducateur à la solidarité internationale, Michel Blondin. L'effet ressemblait à une perfusion lente et continue.

À d'autres niveaux, je dirais qu'on était aussi les héritiers du **Refus global**, un manifeste d'artistes peintres, paru en 1948 sous la direction d'Émile Borduas. J'ai toujours une immense reconnaissance pour le courage des artistes signataires et j'éprouve de la colère de ne jamais en avoir entendu parler à l'école. Ce manifeste remettait en question les valeurs traditionnelles et rejetait l'immobilisme de la société québécoise. Un grand moment d'irrévérence envers les tenants des oppressions vécues dans notre société. Irrévérence aussi envers l'Église qui y avait joué un rôle répressif, aussi à l'égard du monde de l'éducation pour son silence, et en même temps expression d'un sauvage besoin de liberté, de libération des esprits. Il n'était pas seulement question de changer de gouvernement, mais de changer la vie. Nous étions appelés à une transformation globale. D'une certaine façon, nous avons été privés de cette inspiration. J'ai 74 ans et à l'école, on ne nous a jamais parlé du Refus global – encore moins fut-il enseigné. J'en ai eu connaissance beaucoup plus tard. Dans notre expérience à Pointe-Saint-Charles, on respirait ce désir de liberté et de vivre « autrement », même si ce n'était pas tout à fait conscient.

Ensuite, nous avons vécu les luttes des femmes avec Simonne Monet-Chartrand – nous n'irons pas dans les détails – mais les revendications des femmes étaient également présentes. Le mouvement des femmes a toujours été très, très sensible au « diachylon ». On a seulement une vie à vivre et c'est important d'en prendre soin. Il faut aussi prendre soin les uns des autres; et les femmes sont particulièrement sensibles à cette dimension de la vie. Nous devons accompagner, aider, mais plus encore, organiser des projets et s'organiser collectivement. Le mouvement des femmes en est un exemple vivant.

Je pense à la lutte des noirs aux États-Unis. Même si cette lutte se déroulait loin de nous, à l'extérieur de notre pays, on se sentait très concernés et touchés de ce qui se vivait ailleurs à l'époque. Effectivement, même si on ne participe pas aux mêmes luttes, même si elles se sont déroulées avant nous, on s'y instruit beaucoup et on en tire des leçons.

Nous avons aussi été inspirés par la lutte des personnes psychiatisées et d'intervenants progressistes dans d'autres pays, entre autres par Franco Basaglia (psychiatre italien progressiste) qui disait qu'**il n'y a de véritablement thérapeutique que la solidarité humaine**. Cet énoncé nous invitait à sortir du contexte de l'asile et de la médication. La solidarité humaine, insistait-il, est une des premières réponses fondamentales à nos difficultés, à notre isolement et à notre solitude comme être humain. La clinique était pénétrée de cette idéologie. Voilà pour les diverses facettes du contexte de cette époque.

Quand cette façon de concevoir s'est répandue dans le quartier Pointe-Saint-Charles, nous avons eu l'idée de créer une clinique populaire. Notre vision de cette clinique était tout à fait différente de la culture de l'époque où chaque médecin avait son bureau privé et y recevait ses patients. Une culture qui « sur-hospitalisait et était ancrée dans les services de l'urgence ». Il fallait créer une clinique basée sur les besoins propres du quartier.

Lorsqu'on a créé cette clinique en 1968, trois éléments étaient importants pour nous. Premièrement, la santé de la société et du quartier était trop précieuse pour la laisser aux seules mains des médecins, des technocrates et des politiciens. C'était une conception radicalement différente de ce qui se passait à l'époque. Deuxièmement, pour nous, les gens n'étaient pas seulement des êtres de besoins. Ils étaient et ils sont aussi des gens d'opinions, de participation et d'actions et ce, peu importe leur état de santé. L'idée que tu ne peux agir que si tu es en parfaite santé physique ou mentale et que si tu as toutes les ressources et les moyens allait à l'encontre de notre vision. L'occupation des bureaux du Bien-être social a été tenue par des gens « poqués ». Des gens malades de rhumatismes, de diabète ou d'hypertension, des gens aux prises avec des problèmes de violence conjugale, etc.

À retenir donc que c'est aussi avec nos douleurs et nos souffrances qu'on agit. La maladie n'est pas une raison de ne pas agir. Envoyer aux « patients » le message contraire, c'est les maintenir enfermés dans leurs problématiques. Un psychologue célèbre, se demandant pourquoi les choses ne bougent pas aux États-Unis, répondait que tout le monde est en thérapie individuelle.

La troisième conviction profonde. Le slogan populaire à l'époque, c'était « le pouvoir aux citoyens ». Le pouvoir aux citoyens au niveau local, dans tous nos quartiers. Mais « pas n'importe quel citoyen », ajoutions-nous. Aussi, le premier conseil d'administration de la clinique était composé de Jean-Guy Dutil, un ouvrier du Canadien National (CN), des personnes assistées sociales, des femmes monoparentales, des personnes psychiatisées. On peut, en effet, avoir des problèmes de santé mentale et être tout à fait capable de participer à des débats sur l'orientation d'un quartier. Cette précision « pas n'importe quel citoyen », impliquait donc que ce n'était surtout pas les élites locales de l'époque, sous Jean Drapeau, qui, elles, n'en avaient rien à faire des quartiers. À cette époque, la rénovation urbaine se faisait complètement sans tenir compte des besoins des quartiers. Ce premier conseil d'administration regroupait les citoyens et considérait que la santé appartient à tous et n'est pas le privilège des seuls professionnels.

Nous avons établi également le salariat pour les médecins. Le docteur Augustin Roy, à l'époque président du Collège des médecins, dénonçait la clinique. Il nous accusait de faire une médecine soviétique. Certainement pas parce que d'incompétents médecins desservaient la clinique. Loin de là, la Clinique était servie par de jeunes médecins, diplômés de McGill en particulier. Ils partageaient notre mentalité, avaient une autre conception de leur rôle et se voyaient à égalité avec d'autres professionnels et d'autres gens du quartier. Mais parce qu'ils étaient salariés, ils se trouvaient en contradiction avec le paiement à l'acte très prisé par la médecine libérale.

26 >

Autre avancée. Les patients pouvaient se procurer des médicaments gratuitement. Pas tous les médicaments, parce qu'il y en a une panoplie complètement inutile dans notre système et que les compagnies pharmaceutiques en profitent. Pour lutter contre ces compagnies, on exigeait d'avoir le nom générique des médicaments et nous avons distribué des cartes à ce sujet dans le quartier. Les soins dentaires et de la vue étaient également gratuits pour tout le monde.

De plus, nous voulions travailler en équipe, à égalité. Tous les postes qui n'étaient pas tenus d'être des postes professionnels (médecins, infirmières, etc.) étaient occupés par des gens du quartier parce que l'expérience est elle aussi un savoir. Les personnes qui avaient vécu l'expérience de la pauvreté, de la violence conjugale, des inégalités, des difficultés familiales et au travail, etc., dans la mesure où elles étaient dans des conditions qui permettent de réfléchir sur ces questions, de prendre une certaine distance par rapport à leur expérience personnelle et à ce moment d'entrer en relation avec des gens qui vivent la même chose qu'elles, pouvaient travailler à la clinique. Ils étaient tous des gens du quartier : les travailleurs et travailleuses sociales, les préposés à l'accueil, les secrétaires, les organisatrices et les organisateurs communautaires, etc... On favorisait donc une accession hors de la filière universitaire à des postes qui, normalement, auraient été attribués selon d'autres critères plus rigides.

Comme le projet de la clinique comportait à la fois une dimension médicale et sociale, pour nous, la maladie n'était pas seulement une affaire de virus et de bactéries. C'était également une affaire de conditions de vie, de pauvreté, etc. Si on ne s'organisait pas pour y faire face, les gens allaient continuer d'être malades. À cet égard, toutes les personnes qui travaillaient à la clinique faisaient du porte-à-porte une fois par mois. On ratissait le quartier pour faire de la prévention et de la promotion. De cette façon, on entraînait en contact

avec les gens qui ne fréquentaient pas la clinique. Jamais les gens n'étaient invités que pour se faire soigner. Ils étaient invités aussi à participer à divers comités, aux assemblées générales, à des manifestations, à l'occupation des bureaux du Bien-être social quand c'était nécessaire, etc. Malgré quelques difficultés sur notre chemin, l'intuition, l'inspiration de départ permettait aux gens d'aller puiser au-dedans d'eux-mêmes le potentiel qu'ils ne pouvaient pas exploiter autrement.

La Clinique a également été impliquée de façon majeure dans toutes les luttes du quartier comme, par exemple, dans la mise en place des premières garderies et les luttes contre le bruit dans les usines du quartier. Et encore là, toutes les personnes de la clinique participaient, les médecins comme les secrétaires. A également été mis en place un comité action santé qui a contribué, avec d'autres groupes à travers le Québec, à la naissance du Regroupement des ressources alternatives en santé mentale du Québec (RRASMQ). À travers cette expérience, pas toujours facile, l'inspiration de base de la clinique nous situait dans le renversement du système. De l'hospitalo-centrisme de l'époque, on est passé à des cliniques populaires, comme la Clinique Saint-Jacques et la Clinique du peuple à Saint-Henri. Une belle expérience qui s'est un peu multipliée, on reviendra plus tard sur le fait que les politiciens ont tué dans l'œuf ces expériences-là.

Ces cliniques étaient une expérience puissante en termes de transformation sociale. Ce ne sont pas seulement les professionnels qui y ont participé, mais les gens du quartier également y ont été impliqués pendant de nombreuses années.

>>> **Animatrice :** Merci, Lorraine, pour ce portrait de la Clinique communautaire de Pointe-Saint-Charles. Merci de nous avoir rappelé le contexte de l'époque. Maintenant Élodie à ton tour de nous expliquer ce qu'est la pastorale sociale.

< 27

>>> **Élodie :** *En écoutant le récit de Lorraine, j'ai mieux compris que, grâce à ces graines, cette semence de luttes sociales, la pastorale sociale à Villeray n'existerait pas comme elle vit aujourd'hui. Sans les luttes sociales portées dans Villeray par le père Ugo Benfante, membre de la congrégation des Fils de la Charité, la pastorale sociale n'aurait pas donné le goût de la concertation dans le quartier. Un ancien organisateur communautaire au CLSC Villeray me partageait que la pastorale sociale a agi comme une levure dans le pain, permettant de rassembler les gens du quartier. D'autres personnes ont aussi contribué à faire grandir cette pastorale sociale du quartier Villeray et lui donner le souffle pour continuer à vivre encore aujourd'hui. Je pense notamment aux curés ainsi qu'aux religieux toujours attentifs aux questions de la pauvreté des citoyens et citoyennes. Ce sont eux qui ont créé cette pastorale pour qu'elle devienne une alternative pour répondre à ces questions. Aussi, sans l'effervescence provoquée par les idées de transformation sociale du père jésuite Guy Paiement, la pastorale sociale ne porterait peut-être pas le souci constant des personnes démunies. Sans les communautés religieuses surtout du diocèse de Montréal évidemment, sans les paroisses et les comités porteurs qui nous supportent, la pastorale sociale n'aurait peut-être pas conservé dans ses priorités l'option préférentielle pour les pauvres. Enfin, sans l'existence de L'Entraide missionnaire qui m'a invitée, je ne serais peut-être pas présente parmi vous pour vous partager aujourd'hui mon expérience.*

Mes réflexions ont été nourries par les groupes et les gens du quartier. Je suis allée visiter le Centre des femmes d'ici et d'ailleurs (CFIA), la Corporation de développement communautaire solidarité Villeray (CDC Solidarité Villeray), l'ACEF du Nord pour des questions d'endettement, l'Association des locataires de Villeray (ALV), la Jarnigoine pour les questions d'éducation

et d'alphabétisation populaire et la Maison de Quartier Villeray. J'ai même rencontré Jean-Yves Joannette de la Table régionale des organismes volontaires d'éducation populaire de Montréal (TROVEP). Je suis aussi allée rencontrer les participantes et participants de ces organismes parce que, comme disait Lorraine, ce sont aussi les citoyennes et les citoyens qui portent et sont touchés par ces enjeux-là.

Évidemment, j'ai aussi eu recours à d'autres personnes-ressources comme le père Ugo Benfante, Jacques Bordeleau qui était là au tout début de la pastorale, Sylvain Larouche, Isabel Barrera, la première agente de pastorale à Villeray, José-Luiz Couto, Brian McDonough qui est le directeur de l'Office de la pastorale sociale à l'archevêché, ainsi que mes collègues. Avec eux, j'ai eu divers échanges concernant la façon dont la pastorale sociale a rassemblé et travaillé avec tous les organismes communautaires d'éducation populaire ancrés dans une logique de transformation sociale, depuis près de 30 ans.

Ces réflexions sont nées à partir des enjeux de pauvreté. Le père Ugo raconte qu'au tout début les gens venaient à la paroisse principalement pour demander à manger. Hormis la sécurité alimentaire, les enjeux se rapportaient au logement, à l'emploi, à l'immigration, à l'isolement et à la santé mentale. Ces enjeux se sont intensifiés ces 30 dernières années dans Villeray et dans les autres quartiers de Montréal. C'est le résultat des politiques néolibérales. D'où de sérieuses répercussions sur les organismes communautaires d'éducation populaire qui voient leurs services, leurs activités et même leur avenir mis en danger, sans que l'on tienne compte des participantes et participants et des autres personnes qui s'appauvrissent de plus en plus. Mais grâce à la pastorale sociale, ce mouvement grandissant de pauvreté, au lieu de marginaliser les gens et les rendre fatalistes, les a plutôt amenés à créer des alternatives pour continuer à bâtir un monde solidaire.

28 >

La pastorale sociale, c'est quoi exactement ? Comme le père Ugo dit souvent, la pastorale sociale, c'est l'Église solidaire des pauvres. C'est une façon de faire Église « autrement », avec les gens, les gens qui souffrent, d'en faire nos partenaires. C'est l'Église à laquelle les communautés religieuses ont cru dès le départ. C'est une présence gratuite et une ressource supplémentaire pour les organismes, une oreille gratuite. Également, en termes d'alternatives, la pastorale sociale est déjà une alternative en soi parce qu'on fait la promotion de la justice sociale et qu'on travaille avec les personnes appauvries. Puisqu'il s'agit avant tout de l'option préférentielle pour les pauvres, la principale préoccupation, c'est toujours d'attirer l'attention sur l'importance des besoins des personnes dans une optique de transformation sociale. Nous ne voulons pas que les gens viennent et repartent, nous voulons faire route avec eux.

Comment la pastorale a-t-elle été mise en place ? Comme je l'ai dit auparavant, les gens venaient à la paroisse pour recevoir un service. Les curés et les prêtres ont commencé à se questionner parce qu'ils avaient l'impression qu'ils pouvaient leur apporter autre chose que la seule charité d'assistance. Ils ont alors créé un comité ad hoc et recruté Jacques Bordeleau et une autre dame pour faire un sondage sur la question du dépannage. Y étaient inclus la question du logement, de l'alimentation, de l'hébergement et même celle du vêtement parce que les gens ne parvenaient pas à se vêtir convenablement. En 1988, les résultats du sondage furent présentés aux gens du quartier afin de réfléchir sur ces questions et suggérer des actions à entreprendre. C'est alors que l'ACEF du Nord de Montréal, l'Association des locataires de Villeray (ALV), le CLSC Villeray, le Patro Le Prévost et le Bureau de Consultation Jeunesse (BCJ) ont décidé de mettre en place une ressource de concertation. Le but était de répondre au besoin le plus pressant, c'est-à-dire l'alimentation. La Maison de quartier Villeray a alors vu le jour en 1989. Ensuite, dans la même orientation, quelques mois plus tard, la concertation elle-même se consolide avec la mise sur pied du Conseil communautaire Solidarité Villeray (CCSV). À la paroisse, en 1990, le curé

Jean-René Fillion fait une demande à Moisson Montréal pour mettre sur pied un comptoir alimentaire. C'est ainsi que le comptoir Notre-Dame-du-Rosaire est créé. Il reçoit des denrées et les distribue aux gens qui se présentent à la porte. Au début, on rejoint environ 30 personnes, et ce nombre augmente rapidement jusqu'à une centaine.

Puis, comme la force collective est quelque chose de très important dans le quartier depuis déjà de nombreuses années, on réfléchit ensemble à des actions pour répondre à ces enjeux. En 2006, le comptoir alimentaire, créé en 1990, est transféré au quartier et devient alors un projet collectif géré par la Table de concertation en sécurité alimentaire de Villeray. Impérieusement, il fallait rendre ce projet collectif, selon Carole Mayer, membre de Solidarité Villeray, pour élargir la participation, bien sûr, et pour que les intervenants au comptoir puissent aussi devenir une ressource pour les gens, prendre contact avec eux et aller plus loin dans la démarche de transformation. Dépasser le besoin primaire pour aider les gens à développer leur autonomie.

>>> **Animatrice :** D'un côté, on a parlé des enjeux présents à l'époque de la création de la Clinique Pointe-Saint-Charles. On a parlé des enjeux qui évoluent à mesure que les besoins se multiplient. On sent que la pastorale sociale s'est inspirée de ce qui a été fait il y a 40 ans, entre autres, mais en même temps les problèmes ne sont pas résolus et ils se décuplent. Que penses-tu, Lorraine, de ces enjeux, de leur évolution justement ?

>>> **Lorraine :** Évidemment, si on pose la question à savoir si ces expériences, ces luttes transforment le système de façon radicale, demain matin si possible, la réponse est non. Les luttes sont longues, très longues et on ne peut jamais prévoir l'avenir. On ne peut pas planifier ainsi des révolutions. L'histoire comporte une part d'imprévisible, d'imprévu, de risques. Il pourra arriver, à un moment donné, quelque événement plus grand, plus urgent que ce que nous avons prévu. Par exemple, la grève étudiante en 2012. Oui, elle a été planifiée, mais les étudiants eux-mêmes n'avaient pas planifié qu'elle prendrait cette forme, cette créativité et cette irruption dans l'espace public. Elle a été très inspirante pour toute la génération d'étudiants qui y ont participé et même pour nous qui avons marché avec eux. Ce sont des moments très précieux qui restent gravés dans notre mémoire collective.

Au niveau des enjeux, je dirais qu'il y a des limites à ce qui se fait de façon locale. On l'a vite compris et vécu. La Clinique communautaire de Pointe-Saint-Charles n'aurait pas eu le même impact si elle était restée isolée dans son quartier. Il ne faut jamais sous-estimer le potentiel transformateur et thérapeutique de la participation citoyenne. Les gens qui ont participé à l'expérience de la clinique comme à celle du Carrefour d'éducation populaire, du Club des consommateurs ou de la pharmacie populaire ont vu leur vie se transformer. Plusieurs ont continué à être malades, d'avoir des difficultés dans la vie, mais leurs réalités n'étaient plus appréhendées de la même façon. Sortir de l'impuissance quand tu agis collectivement, c'est ce qui transforme ta propre vie, le temps que tu as à vivre. Les groupes communautaires autonomes le font de façon extraordinaire. Des petits miracles se produisent continuellement dans ces organismes. On y vit une sorte de résistance, de transformation quotidienne qui fait en sorte que ces gens ne sont plus dans l'asservissement, dans l'impuissance ou dans l'obéissance aux seules règles extérieures de conduite. Pendant cette grève étudiante, on a vu beaucoup de gens de ma génération joindre le mouvement de désobéissance civile parce qu'ils étaient habitués à l'esprit critique et à se tenir debout devant les pouvoirs quels qu'ils soient. Cette attitude vient de l'éducation populaire et de cette possibilité de vivre toutes ces expériences.

La Clinique communautaire ne pouvait pas rester isolée longtemps. Cette expérience porteuse pour Pointe-Saint-Charles l'était également pour le système de santé québécois. Très rapidement, s'est constitué un front commun des cliniques populaires pour influencer les travaux de la Commission Castonguay-Nepveu qui traitera des diverses questions relatives au domaine de la santé. À cette époque, l'idée des CLSCs commençait à germer. C'était, en fait, une version gouvernementale des cliniques populaires, appuyée par plusieurs d'entre nous. Notre seule demande – et que nous n'avons pas obtenue –, réclamait que les quartiers qui voulaient garder leur clinique populaire ou qui voulaient en mettre une en place, puissent le faire. Les cliniques populaires étaient plus radicales en termes de participation, de salariat pour les médecins, etc. Le Gouvernement a plutôt mis en place un réseau de CLSCs, une innovation appréciée à cette époque, mais qui, parti après parti au pouvoir, est devenu le sujet de la chronique d'une mort annoncée. Jamais, quel que soit le parti au pouvoir, les gouvernements n'ont investi dans cette formule très prometteuse, dans cette première ligne dynamique et progressiste d'éducation populaire. Une lutte à laquelle on va devoir revenir un jour. En effet, des combats à recommencer et pour ce qui est « de la mise à la casse » ou « scrappage » des CLSCs, on commence à en payer le prix énormément à l'heure actuelle. Quand j'ai vu sur l'ancien balcon de ma résidence à Pointe-Saint-Charles – où mon fils demeure présentement – une pancarte : **j'aime mon CLSC**. Ça m'a fait chaud au cœur. C'est un enjeu actuel, des vieilles batailles sont encore nouvelles et doivent être reprises. On a fait en sorte que le politique soit interpellé par l'expérience de la clinique. Sinon elles demeureraient des expériences isolées qui se referment sur elles-mêmes et perdent leur potentiel transformateur.

À l'intérieur de la Clinique, la question de la solidarité internationale a très vite pris sa place, ce qui peut paraître assez étrange pour une clinique. Parmi les premiers événements les plus importants pour nous, rappelons l'assassinat de Salvador Allende au Chili. Bien sûr, au Québec, à la création du comité Québec-Chili, très, très vite la Clinique en est devenue membre et y a travaillé très directement. Plus que cela, on a accueilli des Chiliens dans le quartier de Pointe-Saint-Charles dans les Coops d'habitation. À la Clinique, on avait décidé collectivement, avec les gens du quartier, qu'un certain nombre de postes allaient être réservés à des réfugiés chiliens. Un des premiers dentistes de la clinique, Juan Pereda, un Chilien, y a assuré ses services pendant quinze ans. Il arrivait avec toute son éducation politique, ce qui fut très bénéfique lors des réunions du personnel. Le gouvernement était plutôt réticent à l'accueil des réfugiés chiliens parce qu'ils étaient des socialistes, des rebelles, un peu les terroristes de l'époque, contrairement aux **boat people** qui ont été accueillis de façon extraordinaire aussi, mais c'était plus facile pour les politiciens de les accueillir, car ces réfugiés fuyaient le régime communiste. Quant aux Chiliens, même s'ils ne parlaient pas encore facilement le français, ils ont été accueillis à bras ouverts dans le quartier, dans la clinique, dans la garderie et dans la pouponnière. Une belle ouverture, un accueil qui s'est vécu sans doute pas naturellement, mais parce qu'on y mettait les efforts nécessaires qui créaient ce climat. La solidarité, ça ne tombe pas du ciel non plus, il faut des lieux pour la bâtir et pour en parler. Il faut des lieux où les gens se rencontrent et vivent des expériences ensemble et la clinique a été ce lieu. Elle l'a été pour le Chili, le Nicaragua (avec le bateau des Outils pour la paix) et le Salvador aussi. On consacrait une partie des réunions du personnel à tout ce qui se passait au Salvador. On invitait quelqu'un qui connaissait la situation, on en parlait et on ramassait de l'argent pour soutenir des projets. On vivait cette espèce de sensibilité nourrie, alimentée à la solidarité internationale qui n'aurait pas pu exister autrement.

>>> **Animatrice :** Lorraine, d'une certaine façon, ton récit fait le lien avec le thème du congrès de L'Entraide missionnaire. On souhaiterait presque revenir 40 ans en arrière pour ramener l'effervescence qui s'en dégageait, mais on entend aussi qu'il y a des combats à refaire aujourd'hui.

Élodie, toi qui es d'une autre génération, comment réagis-tu à l'exposé de Lorraine par rapport aux actions dans lesquelles tu es impliquée présentement ?

>>> **Élodie :** *Je voulais revenir un peu sur ce que Lorraine disait concernant l'accueil fait aux réfugiés. Vous avez ouvert la porte de votre maison et l'avez partagée tout de suite malgré la barrière de la langue. Je me demande combien nous sommes aujourd'hui à ouvrir notre porte. Actuellement, nous vivons la crise des réfugiés. Quand on parle de la Syrie, combien sommes-nous à vouloir partager et laisser entrer les gens malgré la barrière de la langue ? Comment sommes-nous amenés à établir ces ponts-là rapidement alors que vous, à Pointe-Saint-Charles, vous l'avez vécu il y a tant d'années ? On n'entend même pas parler de telles initiatives justement. Quand on parle de l'accueil des réfugiés, on voit toujours les belles photos à l'aéroport, mais pourquoi nos politiciens ne s'inspirent-ils pas de ces initiatives pour bâtir des ponts de solidarité ?*

>>> **Animatrice :** Et comment la vois-tu la solidarité ?

>>> **Élodie :** *Tantôt je vous ai parlé des enjeux qui se sont intensifiés dans le quartier Villeray. Au comptoir alimentaire, nous sommes souvent obligés de refuser de l'aide aux gens parce qu'on n'a pas suffisamment de nourriture pour tout le monde. Il arrive parfois que Moisson-Montréal ne peut pas malheureusement en donner suffisamment pour tous. Vous voyez-vous devoir dire **non** à 50 des 100 personnes qui viennent demander de la nourriture. Il y a deux ans, une maman égyptienne réfugiée me racontait qu'elle était dans un processus de francisation, qu'elle ne travaillait pas encore. Et nous, nous avons été obligés de lui dire qu'on n'avait plus de nourriture à lui offrir. Plusieurs cas comme celui-ci existent hélas ! On reçoit des mamans monoparentales, des étudiants et même des personnes qui travaillent qui n'arrivent même pas à joindre les deux bouts.*

Les besoins ont tellement augmenté, ce qui alourdit le travail des intervenantes et des intervenants des organismes. Ne serait-ce pas le système capitaliste qui en est la cause ? La plupart des organismes d'éducation populaire éprouvent des difficultés souvent similaires. Autant à la Maison de quartier, au Centre des femmes d'ici et d'ailleurs, à l'Association des locataires de Villeray (ALV), à la Jarnigoine, et autres, on vit plusieurs difficultés qui se ressemblent. Quel impact sur le travail ! Se trouve ainsi miné le travail sur le terrain avec les gens pour les amener à changer leur vie ou à changer le système. Je réalise à quel point le système capitaliste n'a pas de cœur et ne voit pas ce qui se passe, à quel point la Banque mondiale ou le Fonds monétaire international (FMI) nous ont enfermés dans l'idée que c'est le marché qui fait la loi au détriment de la personne humaine et à quel point les principes mis de l'avant, comme la privatisation et le retrait de l'État, appauvrissent encore et encore, alourdissant la vie de celles et ceux qui essaient de faire une différence. Jean-Yves Joannette de la Table régionale des organismes volontaires d'éducation populaire de Montréal (TROVEP) soulignait qu'on note très clairement une détérioration des conditions de vie et que c'est en lien avec les coupures des années '80. Il explique qu'entre 1970 et 1980, une augmentation des subventions gouvernementales, notamment concernant l'aide sociale, a amené les banques alimentaires à fermer parce qu'il y avait moins de gens à soutenir. Par contre, à partir de 1980, les difficultés

financières sont nettement réapparues, les gens ont recommencé à avoir de la difficulté à se nourrir. Pour lui, tout cela a entraîné une détérioration du tissu social et, du même coup, intensifié les problématiques en lien avec la santé mentale.

Combien d'organismes jugent qu'ils se retrouvaient désormais à devoir gérer des situations qui ne relèvent même pas de leur mission. Le Centre des femmes d'ici et d'ailleurs fait un lien direct entre les problèmes de santé mentale et le fait d'être isolé. À l'Association des locataires de Villeray (ALV), une travailleuse expliquait qu'elle est amenée à gérer des cas de santé mentale parce qu'il y a des coupures dans les CLSCs. Ces coupures affectent les services offerts à l'Association et affectent même le plan d'action de l'année. Comment donc est-il possible de garder comme objectif la transformation sociale, quand on est rendu à devoir éteindre des feux, à agir constamment dans l'urgence. Au Centre des femmes d'ici et d'ailleurs, les intervenantes se demandent comment amener les femmes à s'intéresser aux questions de transformation sociale, alors que ces femmes sont aux prises avec des situations de violence. Des occasions de violence liées au fait qu'elles habitent des logements qui ne sont pas sécuritaires ou qu'elles se font harceler dans la rue. Comment ne pas être pris en sandwich dans le temps alloué à ces personnes-là ? D'où, par exemple, débordement à l'accueil alors que les femmes ont besoin de parler et d'être écoutées. Parce que nous prenons plus de temps pour les écouter, il reste moins de temps pour répondre à notre objectif fondamental de changer le système et le monde par divers projets de prise en charge personnelle.

De plus, le néolibéralisme intensifie tellement les problèmes de pauvreté qui crée le sous-financement chronique des organismes. Est-ce dû à une mauvaise répartition ? Toujours est-il que des secteurs sont défavorisés comme les organismes de défense de droits. L'Association des locataires de Villeray (ALV) me racontait les nombreuses difficultés à obtenir des subventions. Les fonctionnaires exercent même de la pression au programme AccèsLogis du gouvernement quand il s'agit des demandes de subvention. Le programme est actuellement en révision, et personne ne sait quelles décisions seront prises. Ce problème chronique de sous-financement fait en sorte que des organismes n'ont plus qu'une seule personne permanente et une autre à temps partiel, comme c'est le cas à la Jarnigoine ou même à l'Association des locataires de Villeray (ALV). La Maison de quartier Villeray m'expliquait qu'elle doit revoir ses priorités, ce qui a un impact sur l'organisme, mais également sur les gens. Si on doit affecter plusieurs personnes à ce problème de financement, la qualité des services d'éducation populaire s'en trouve affectée elle aussi. En bout de ligne, non seulement l'organisme écope, mais le citoyen aussi car il n'a plus son lieu d'appartenance, parce qu'il n'y a plus personne pour l'accueillir.

Quant aux problèmes que vivent les femmes, je vous rappelle ce que je vous racontais tout à l'heure à propos du Centre des femmes d'ici et d'ailleurs et des questions liées à la violence dans les logements ou du harcèlement jusque dans la rue. Ces enjeux s'intensifient tellement que les intervenantes sont dans l'obligation d'agir dans l'urgence et de poser des pansements. On parlait d'immigration. Des femmes, même des immigrantes surqualifiées, n'arrivent pas à trouver un travail qui les valorise et elles vivent énormément de pressions de la part des agents de l'aide sociale pour trouver un emploi. Ce sont des femmes qui sont encore, d'une certaine façon, très liées à leur pays et vivent plusieurs défis, celui de la langue, de la famille, de l'immigration elle-même.

32 >

>>> **Animatrice :** Élodie, tu viens de faire un bon résumé des enjeux présents dans ton quartier et portés aussi par les responsables d'organismes que tu as rencontrés pour faire le point sur le sujet. J'ai l'impression que le recours aux pansements – la méthode du « dyachilon » évoquée par Lorraine – sur la planète est assez répandue. Enfin, pour terminer mon émission, durant laquelle on a parlé de combats à refaire et d'un meilleur partage des financements sans doute, j'aimerais vous entendre brièvement concernant l'avenir. Comment continuer, avancer ?

>>> **Lorraine :** *La question qui tue. J'aimerais revenir à ce qu'on entendait de Fanny, d'Augusta. Toutes les deux ont parlé de changement de paradigmes, chacune à sa manière. Il me semble que nous nous nous rencontrons sur ce chemin. On n'est pas seulement dans les technicités, dans le « on veut plus d'argent », parce que tout cela va rester vrai. Les états démocratiques ne sont pas prêts à « investir » dans une société civile vigilante, active, désobéissante, tannante, et encore. Les organismes communautaires autonomes sont des prophètes d'une certaine façon, parce que s'y retrouvent des gens qui souffrent, mais des gens qui font de leur souffrance un lieu de combat et un lieu de résistance.*

Ce n'est pas pour rien qu'il y a des problèmes de santé mentale. Il y en a eu de tout temps dans l'humanité, mais les personnes qui vivent des problèmes de santé mentale incorporent ce qui se passe autour d'elles dans leur corps, leur esprit, leur cœur, leurs sentiments et leur sensibilité. Les sociétés africaines qui ont travaillé sur ces questions l'ont souvent dit. La personne qui est « victime » de problèmes de santé mentale est aussi porteuse des dysfonctionnements de la famille, de la communauté et de la communauté plus large, la communauté politique aussi. Les fous, terme que j'emploie toujours avec beaucoup de respect et de dignité, sont porteurs de la douleur, mais aussi de la transformation du monde. Si on les « accueille », ils sont des agents de transformation formidables lorsqu'ils sont impliqués dans des comités de citoyens et partout ailleurs.

Alors pour moi, le changement de paradigmes, il s'exprime de la façon suivante. Les luttes sont longues et on fait ce qu'on a à faire dans le temps qu'on a à vivre. C'est déjà une partie de notre dignité d'avoir existé dans cette mouvance-là, non pas de l'autre côté de la barrière avec ceux qui jouent à l'argent. Il faut lutter non seulement pour vivre, mais également pour avoir des raisons de vivre. Comme dans la Marche du pain et des roses, on lutte à la fois pour le pain parce qu'on en a besoin pour vivre, mais on ne vit pas que de pain, on vit de roses aussi, de qualité de vie, de symboles. C'est très important.

Je pense aux peuples autochtones aussi et au fait qu'ils réhabitent l'espace public, qu'ils s'expriment à nous, qu'ils nous disent « on existe et on a aussi des choses à vous transmettre, à vous suggérer et à vous apporter ». Dans l'équilibre entre les êtres humains et la nature, il y a des inspirations puissantes pour nous donner des raisons de vivre.

< 33

>>> **Animatrice :** *Parlant de transmettre, Lorraine, qu'est-ce que tu aurais à transmettre à Élodie comme message ?*

>>> **Lorraine :** *Moi, j'ai uniquement, me semble-t-il, à recevoir d'Élodie. Je ne sais pas trop. Je me sens tout à fait jeune dans le sens où je ne pense jamais à l'âge, pour l'instant du moins, car je suis assez en forme. Je regarde ici dans la salle et je trouve quand même fantastique de pouvoir continuer de lutter tout le temps de sa vie, parce que c'est la posture de base dans n'importe quelle société. La posture de la lutte, de la résistance, de l'invention, de la création d'alternatives et de l'expérimentation. Quand on parle d'expérimentation, c'est par essai et erreur. Parfois, il y a des douleurs dans nos expériences.*

Pour moi, ce qu'on peut transmettre, c'est une certaine mémoire des luttes, non pas pour les refaire nécessairement. Quand j'ai parlé tout à l'heure des combats à recommencer comme, par exemple, l'existence des CLSCs, pour moi c'est évident qu'il faut recommencer ce type de combat parce que le système est complètement inefficace, pas très intéressant. On a perdu la partie démocratique, entre autres, qui existait au départ dans ce projet.

Des gens ont lutté énormément pour les droits humains fondamentaux et, même si tous ces droits ne sont pas effectivement respectés à l'heure actuelle, on ne peut pas les perdre.

Il se vit également des combats qui m'interpellent particulièrement dont celui des femmes de Palestine, à l'heure actuelle, avec le bateau pour Gaza, la lutte pour le salaire minimum à 15 \$ enfin, et d'autres types de combats inspirants. Autant de pointes et de percées d'espérance et d'espoir qui me semblent très intéressantes. J'y ai participé pendant longtemps et je dis à Élodie de continuer très, très longtemps encore.

>>> **Animatrice :** À ton tour Élodie, avec un petit mot pour la fin.

>>> **Élodie :** *Quand j'ai fait la tournée des organismes, en parlant autant avec les intervenantes, les intervenants et les participants ou participantes, Isabel Barrera m'a parlé de « la force du collectif »... un mot qui revenait sans cesse. Se tenir ensemble pour continuer. José-Luiz Couto a partagé un rêve que je voudrais à mon tour partager avec vous sur la façon de transformer un monde. Transformer un monde, c'est aussi avoir le rêve d'un milieu, d'un quartier et d'un pays d'inclusion pour toutes et tous. C'est clairement un projet politique de premier ordre, car si la personne humaine n'est pas au centre des préoccupations, on ne pourra pas construire des alternatives de changement. Tout ce mouvement nous force donc à approfondir notre sens de l'humanité.*

Après vous avoir partagé cette réflexion, j'aimerais vous adresser aussi quelques questions. Que faites-vous, que fais-tu, toi, personnellement dans le quotidien pour le changement ? Que ferons-nous en sortant d'ici, ou demain, quel geste concret, un geste à la fois, poserons-nous pour transformer le monde ?

34 >

>>> **Animatrice :** Merci chaleureusement à toutes les deux.



Mobilisation, solidarité et convergence pour changer le système



Katie McKenna et Martin Lukacs

Katie McKenna et Martin Lukacs, journaliste au Guardian, travaillent étroitement avec Naomi Klein et Avi Lewis et font partie de l'équipe *Un bond vers l'avant*, un projet de manifeste pour un Canada fondé sur le souci de la planète et la sollicitude des uns envers les autres, pour des actions rapides vers un avenir aux énergies propres, pour le maintien des droits des Autochtones et pour la quête de justice économique et sociale pour tous.

Introduction

Katie McKenna

Bonjour tout le monde et merci beaucoup pour votre accueil.

Nous sommes reconnaissants de nous trouver ici aujourd'hui sur le territoire traditionnel des Iroquois. Merci à Molly Kane et à l'équipe de L'Entraide missionnaire de nous avoir invités à participer à ce congrès. Hier, nous avons vécu une journée superbe, marquée par des interventions fort interpellantes.

Aujourd'hui, deux anglophones prennent la parole. Pour Martin, le français est sa troisième langue. De mon côté, puisque je suis née ici, je n'ai aucune excuse à ma difficulté de bien m'exprimer en français. Merci donc pour votre patience !

Nous voulons d'abord exprimer notre admiration pour toutes les personnes présentes ici aujourd'hui. Notre admiration à vous qui avez des décennies d'expérience de mission, de justice sociale et de solidarité. Ces valeurs constituent la base de notre travail autour du projet *Un bond vers l'avant / The Leap Manifesto*.

Merci spécialement à Fanny, Augusta, à l'équipe de Mise au Jeu, à Lorraine et Élodie d'avoir partagé avec nous la richesse de leur vécu. C'est un plaisir de nous trouver ici à Montréal, où je suis née et où j'ai vécu une grande partie de ma vie. C'est aussi un plaisir de passer ce *week-end* à faire des liens entre la vie spirituelle et le travail de justice sociale. Je suis fille de deux catholiques non-pratiquants. J'ai connu une période d'intérêt durant mon adolescence pour les idées progressistes de l'Église Unie du Canada.

Puis à 18 ans, j'ai passé six semaines au Nicaragua guidée par des professeurs socialistes du CEGEP Dawson, dont l'un était un père jésuite radical. Être ici au milieu de vous qui êtes des guides sympathiques et sages, est une occasion appréciée de revisiter d'une certaine façon cette période formative de ma vie.

Martin et moi avons accepté de vous entretenir aujourd'hui de *Mobilisation, solidarité et convergence pour changer le système*, à travers la lentille de notre projet *Un bond vers l'avant* lancé il y a un an.

Mon lien personnel avec ce projet s'est établi grâce à deux des auteures principales du manifeste, Naomi Klein et Avi Lewis. Je travaille avec Avi et Naomi depuis plus de douze ans, sur plusieurs projets de documentaires, de livres et d'activités de mobilisation sociale.

Naomi et Avi m'ont approchée à propos de ce projet en 2011, durant la période de recherche pour le livre et le documentaire qui auraient pour titre *Tout peut changer*.

D'un côté, *Tout peut changer* est axé sur la thèse qu'on ne peut pas résoudre notre crise climatique sans affronter le fait que notre modèle économique est en guerre contre la vie sur terre. D'un autre côté, une réponse sérieuse pourrait ouvrir la voie à une transformation sociale radicale – vers un monde non seulement habitable, mais aussi plus juste.

Avi et Naomi m'ont offert une proposition impossible à refuser : devenir le « chef d'engagement » pour le projet, avec la mission de prendre cette thèse et de la vivifier en faisant des liens avec les mouvements écologistes et sociaux, les éducateurs et autres qui œuvrent dans le milieu de la justice climatique et sociale. Des ressources éducatives ont été créées. Plus stimulante encore fut la décision de créer et de participer à différents événements, comme ce congrès-ci, où se renforcent les intérêts communs en rassemblant des alliés pour discuter de stratégies. À l'un de ces rassemblements à Toronto au printemps de 2015, nos discussions ont donné naissance au *Manifeste Un Bond vers l'avant*.

Je cède maintenant la parole à Martin qui va vous donner un compte-rendu de cette réunion importante.

36 >

Martin Lukacs

La réunion de mai 2015 à Toronto a rassemblé une soixantaine de militants et militantes de mouvements sociaux, de droits des autochtones, de justice sociale et alimentaire, des écolos, des syndicalistes, des féministes et des activistes religieux. Le Québec était représenté par des membres de la CSN, d'Alternatives, du mouvement étudiant, de Québec Solidaire, de Gabriel Nadeau-Dubois et d'autres.

L'objectif était de créer un espace non seulement en réaction aux violations de droits humains et environnementaux, mais un espace pour rêver ensemble du monde dans lequel nous désirons vivre. Pendant deux jours, nous avons discuté d'une vision de la transition vers un avenir post-carbone. Ce ne fut pas toujours facile.

Une leçon a été tirée de ce processus : si vous ne vous disputez pas, c'est que votre coalition n'est pas assez diversifiée. Nous avons également réalisé qu'il est rare d'avoir des débats honnêtes à travers nos différences. Nos alliances, nos nouvelles relations et nos visions communes ne peuvent être créées pendant des réunions. Ils doivent être forgés dans la lutte. Le cœur apprend par ce que les mains font.

À Toronto, au début de juillet juste avant les Jeux panaméricains, ces alliances ont donné le ton à une manifestation appelée *Une manif pour l'emploi, la justice et l'action climatique*. Dix mille personnes y ont participé. Ce fut l'un des événements pour le climat, rassemblant le plus grand nombre de personnes de divers horizons que le pays n'ait jamais vu. Je sais qu'au Québec c'est un pique-nique au parc Jeanne-Mance, mais à Toronto, c'est une grande mobilisation ! Et nous l'avons menée mobilisés par l'espoir, et non sous la peur.

Lors des marches, on peut exprimer des slogans. Nous avons besoin d'aller plus loin pour surmonter les vieilles divisions : par exemple, quand le néolibéralisme demande aux personnes de choisir entre le travail et l'environnement, ou entre la pauvreté et la pollution. Nous avons besoin de plus qu'une liste de demandes – nous avons besoin d'une nouvelle histoire et d'un récit commun.

Et c'est ce qui est à l'origine du *Leap Manifesto / Un bond vers l'avant*, le manifeste que nous avons lancé deux mois plus tard à Toronto.

Qu'est-ce que le *Manifeste*?

Katie McKenna

Au fond, le *Manifeste*, c'est une vision collective formulée en 15 demandes, qui décrit comment le Canada peut s'attaquer aux changements climatiques de façon à rendre notre pays plus efficace sur cette pressante question. Dans ce document, on essaie de démontrer les liens entre les grands défis de notre âge : les changements climatiques, le besoin de réconciliation avec les peuples autochtones et l'inégalité économique.

Les politiques du *Manifeste* sont-elles « utopiques »? De notre point de vue, pas du tout. Une transition rapide vers des énergies renouvelables a déjà été mise en œuvre dans d'autres pays. L'Allemagne, par exemple, génère maintenant 30 % de son électricité à partir d'énergies renouvelables, ce qui a créé 400 000 emplois dans le secteur des énergies propres et 1 000 coopératives locales s'assurent que les collectivités contrôlent leur d'énergie.

Des études scientifiques citées dans le *Manifeste* démontrent qu'une transition complète et économiquement rentable vers des énergies renouvelables est **réalisable** au cours des 20 à 30 prochaines années. Dans un document complémentaire, le Centre canadien de politiques alternatives (CCPA) propose un plan pour financer notre projet qui sera un bénéfice net pour l'économie.

Les climatologues nous disent que cette transition est **nécessaire**; les ingénieurs, que cette transition est **possible** et les économistes, que, financièrement, **nous pouvons** nous le permettre.

Tout ce qu'il nous reste à faire maintenant est de générer la volonté politique pour y arriver. C'est à cette fin que nous avons saisi, l'année dernière, le moment de l'élection fédérale pour lancer le manifeste.

Nous sommes convaincus que les Canadiens et Canadiennes souhaitent davantage de politiques progressives que celles offertes par nos partis politiques principaux, que les gens veulent des idées audacieuses qui touchent simultanément les changements climatiques et rendent plus juste notre économie, et qu'ils voteraient pour un parti qui appuierait ces idées.

Lancement du *Manifeste*?

Martin Lukacs

Le lancement s'est déroulé le 15 septembre, à Toronto. Des personnalités telles que David Suzuki, Naomi Klein, Stephen Lewis et d'autres ont rendu public le texte du *Manifeste*.

Soulignons le nombre élevé de signataires et leur grande diversité :

- des partisans de tous les partis politiques,
- d'autres qui n'appuient aucun parti,

- du Québec, le soutien d'artistes comme Denis Villeneuve, Philippe Falardeau, Arcade Fire, Xavier Dolan et Leonard Cohen,
- le provincial des Jésuites à Montréal, le Père Jean-Marc Biron,
- la militante Mohawk, Ellen Gabriel,
- le syndicaliste et membre de Québec Solidaire, André Frappier,
- Gabriel Nadeau-Dubois, Éric Pineault et Dominic Champagne, les trois liés au *Manifeste pour un élan global*, parmi d'autres projets.

Réponse des médias

Quand nous avons lancé le *Manifeste*, le premier mot qui m'est venu à l'esprit en regardant la réaction des médias était : *MAJEUR*. La deuxième, *FREAKOUT*.

Les médias au ROC ont réagi en crise de colère, accusant les auteurs du *Leap/Manifeste* d'être des communistes déguisés en emballage écolo, ou de saboter le NPD, ou de détruire le Canada en retournant à l'âge de pierre.

- Le Globe and Mail a crié « C'est de la folie! » – ce qui est étrange pour un document dont le sous-titre est éloquent : *Pour un Canada fondé sur le souci de la planète et la sollicitude des uns envers les autres*.
- Conrad Black a écrit trois articles attaquant le *Leap/Manifeste*, le qualifiant de « suicide national ».
- Plusieurs chroniqueurs du National Post ont affirmé que nous étions inspirés par Mao et son *Grand Bond en avant*.
- Même Brian Mulroney est sorti de son château pour dire à la Chambre de commerce que le *Leap/Manifeste* était : *une philosophie du nihilisme économique qui doit être combattue et vaincue*.

38 >

Mais, quelle est la vraie folie ? Un programme politique fondé sur la science ou notre chemin actuel qui nous mène vers 6 degrés de réchauffement catastrophique ? Enlever aux compagnies le droit de détruire les lois environnementales ou éliminer la sécurité alimentaire à l'échelle mondiale ? La hausse des salaires ou la hausse des niveaux des océans ?

En dépit de toutes les tactiques d'intimidation des médias, le public comprend très bien ce qui se passe. Le *Leap/Manifeste* est devenu un outil pour les groupes à travers le pays. Il a inspiré des manifestes similaires au Nunavut, en Australie, en Norvège, en Angleterre et dans le Bronx.

Le plus grand syndicat du secteur public, le Syndicat canadien de la fonction publique (SCFP), a organisé une manifestation à Vancouver appelée *Le Canada est prêt pour le Leap*. Des étudiants et étudiantes ont mené des *sit-in* de 24 heures et même une foire scientifique. Des groupes locaux ont été créés pour discuter de la mise en œuvre du *Leap/Manifeste* dans leurs villes respectives. Et d'autres ont lancé des campagnes, y compris l'Union des travailleurs et travailleuses des postes. J'invite Katie à vous en parler.

Remettre le pouvoir aux communautés (*Delivering Community Power*)

Katie McKenna

Un autre développement du projet *Un Bond vers l'avant*, c'est notre campagne commune avec le Syndicat des travailleurs et travailleuses des postes de Canada, intitulée *Vers des collectivités durables*.

Oubliez pour un moment tout le bavardage à propos de l'obsolescence de nos services postaux, oubliez l'idée que la seule solution pour Postes Canada, ce sont les réductions de personnel et de services et, éventuellement, sa privatisation partielle ou complète.

Savez-vous qu'il y a presque deux fois plus de bureaux de poste publics, que de Tim Hortons à travers le pays ? Nous possédons le plus important réseau de lieux postaux au pays accessibles à la population. Qu'allons-nous en faire ?

Pensons à un autre avenir pour Postes Canada. Qu'arriverait-t-il si le service postal public devenait le principal agent de changement de notre économie de l'avenir : une économie plus équitable, plus égalitaire et moins polluante ?

Imaginez un futur alternatif pour notre service postal

Tu t'approches d'un bureau de poste, et tu vois qu'une automobile électrique est branchée à la borne de recharge rapide. À côté de l'automobile, un facteur place des produits frais, provenant d'une ferme locale, dans l'une des nouvelles camionnettes de livraison de Postes Canada, un véhicule rechargeable, de fabrication canadienne. Le toit du bureau de poste est doté de panneaux solaires, et, au mur, un tableau d'affichage indique la puissance électrique produite. En entrant dans le bureau de poste, tu vois une affiche annonçant des prêts destinés à l'achat de panneaux solaires et à la rénovation écologique. Un employé t'explique que le service postal offre à nouveau des **services bancaires**, comme c'était le cas jusqu'à la fin des années 1960.

Grâce à un prêt modeste, des crédits d'impôts et d'autres mesures incitatives, une maison, une ferme ou une entreprise peuvent produire une énergie renouvelable. La majorité de ces idées sont déjà en usage courant dans d'autres pays – la livraison des aliments frais et surgelés en France et en Australie; un parc de véhicules électriques en Norvège.

Au Japon, les facteurs et factrices effectuent des visites de vigilance auprès des personnes âgées ou à mobilité réduite; et dans un grand nombre de pays autour de l'Europe et du monde, le service postal public exploite une banque postale dont les services s'adressent aux collectivités rurales, éloignées ou à faible revenu. Pour eux, **les services bancaires** constituent de nouvelles sources de revenus.

La force de cette initiative réside dans sa vision intégrée des solutions à apporter aux problèmes économiques, environnementaux et sociaux que connaît notre pays.

On dit que le *Leap/Manifeste* constitue un appui pour un Canada fondé sur le souci de la planète et la sollicitude des uns envers les autres, et cette vision alternative de nos services postaux fait partie du même esprit commun.

En ce moment, un comité nommé par le gouvernement fédéral mène un examen indépendant de Postes Canada. Le rapport du groupe de travail vient d'être publié. Le lire, c'est une expérience déprimante. Leurs suggestions ? Une approche utilisateur-payeur, livraison un jour sur deux, un examen des coûts de la main-d'œuvre – un écho des années Harper.

Bien plus, y lit-on, nous n'avons pas besoin d'un service de banque postale, parce que nous sommes déjà « bien servi » par les banques existantes, les mêmes qui viennent d'annoncer des profits de 10 milliards de dollars au dernier trimestre, tout en augmentant les frais de service et en fermant des succursales dans les régions rurales.

C'est très clair : nous avons besoin d'un sursaut d'imagination face à nos services publics. Je vous encourage donc à vous joindre aux discussions, cet automne, à propos de Postes Canada. Le Comité tiendra des audiences à Montréal le 26 septembre. Vous pouvez aussi écrire à vos députés ou encore consulter le site web *Vers des collectivités durables*.

Conclusion

Martin Lukacs

Même les militantes et militants du Nouveau parti démocratique (NPD) ont été motivés par le *Leap/Manifeste*. Ils y ont vu la montée de Jeremy Corbyn du Parti travailliste d'Angleterre ou de Bernie Sanders qui a fait sa campagne comme « socialiste » aux États-Unis : quelle renversante surprise ! Ils ont compris que beaucoup de gens veulent voter pour une option électorale populaire qui rejette fortement le statu quo. Lors de leur congrès à Edmonton en avril, les délégués du NPD ont voté pour débattre du *Leap/Manifeste* dans les diverses circonscriptions du pays.

Et pour la deuxième fois, les grands médias ont affiché une crise de colère.

D'après quelques-uns de mes préférés (!), voyez quel en est toujours le seul motif : la peur.

- *Un virage gauche extrême vers nulle part* - National Post;
- *NPD fait un Bond - d'une falaise* - Ipolitics;
- *Sauter dans l'abîme* - Prince George Citizen;
- *Un saut suicidaire à gauche* - Toronto Star.

Une autre ligne d'attaque préférée était de dire que le *Leap/Manifeste* est le produit de *latte-swilling elite* de Toronto. Il n'y a pas de traduction exacte à cette expression, disons : « des enfants gâtés qui enchaînent des lattes à Toronto ».

J'ai apprécié la réponse du député NPD, Alexandre Boulerice. Quand il a entendu l'accusation, il s'est exclamé : *Bien, et l'intelligentsia de Montréal ? Nous n'aimons pas notre cappuccino ?* Ils ont aussi affirmé que nous ne soucions pas des travailleurs.

40 >

Mais ce n'est pas le *Leap/Manifeste* qui oppose un groupe de Canadiens et Québécois les uns contre les autres : creuser un nouveau pipeline de sables bitumineux crée exactement cette opposition. Nos politiciens et compagnies aiment parler de pipelines comme le grand projet de construction de la nation. Mais la mobilisation d'un océan à l'autre est contre le pipeline, mais certainement pour le développement d'une nouvelle économie verte et juste.

On sait que *pour un même investissement, beaucoup plus d'emplois sont créés dans les secteurs verts de l'économie – comme l'efficacité énergétique, les énergies propres et le transport collectif – que dans le secteur des combustibles fossiles, ce qui comprend la construction de pipelines et que la transition vers une économie propre présente un potentiel très intéressant* pour le secteur de la construction. Une citation tirée d'un dossier de la FTQ, soumis au BAPE contre le pipeline Énergie Est. Très inspirant !

Et puis, quelqu'un a commandé un sondage sur le *Leap/Manifeste*. Les résultats ont montré que les experts avaient tort. Quelle surprise ! La population soutient massivement le *Leap/Manifeste*. La moitié des gens au Canada ont entendu parler du *Leap/Manifeste*, et la moitié le soutient. Ce qui inclut la majorité des NPD et des Verts, la moitié des Libéraux, et même 20 % des Conservateurs.

Compte tenu des attaques par les grands médias, ces chiffres sont étonnants. Ils démontrent que les gens au Canada ont soif d'une action gouvernementale urgente sur le changement climatique et sur l'inégalité. Pas surprenant dès lors que pas un seul média de masse n'ait rapporté les résultats du sondage. Ce qui importe pour la population – et nous l'entendons tous les jours – c'est le sentiment d'urgence et la possibilité d'une économie nouvelle.

Voilà ce qu'est le *Leap/Manifeste* : une vision ambitieuse sans excuses. C'est une grande histoire remplie d'espoir au sujet du monde dans lequel nous pourrions vivre, si nous changeons fondamentalement les valeurs qui régissent notre société.

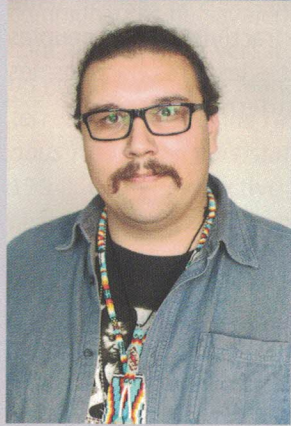
Le *Leap/Manifeste* est une tentative audacieuse pour changer les termes du débat. Il est un appel à déplacer les « poteaux » du jeu politique, à commencer à redéfinir le monde dont nous rêvons. Le *Leap/Manifeste* ne porte pas sur l'art du possible. Il traite de l'art de **changer** ce qui est possible.

Le temps est venu d'être courageux.

Le temps est venu de bondir vers l'avant.



Une nouvelle gouvernance pour respecter notre Mère, la Terre



Sipi Flamand

SIPI FLAMAND, Miaskom Sipi, qui signifie « Passage de deux rivières », est originaire de la communauté de Manawan, le pays des Atikamekw-Nehirowisiw. Avant tout, il est un danseur de pow-wow, activiste et grand défenseur des peuples des Premières Nations. Il a notamment été porte-parole pour le Réseau Jeunesse des Premières Nations pour un mandat de deux ans.

Notre terre vaut mieux que de l'argent, elle sera toujours là. Elle ne périra pas, même dans les flammes d'un feu. Aussi longtemps que le soleil brillera et que l'eau coulera, cette terre sera ici pour donner vie aux hommes et aux animaux. Nous ne pouvons vendre la vie des hommes et des animaux; c'est pourquoi nous ne pouvons vendre cette terre. Elle fut placée ici par le Grand Esprit et nous ne pouvons la vendre parce qu'elle ne nous appartient pas. Vous pouvez compter votre argent et le brûler dans le crâne d'un bison, parce que seul le Grand Esprit peut compter les grains de sable et les

brins d'herbe de ces plaines. Tout ce que nous avons et que vous pouvez emporter, nous vous le donnerons, mais la terre, jamais (Un chef indien Blackfeet - Pieds-Noirs - *Nature to Share*, p. 59).

Préambule

< 43

Autrefois, le monde était très différent de celui que nous connaissons aujourd'hui. Les peuples avaient un profond respect envers leur environnement et envers tous les êtres qui vivaient autour d'eux. Ces peuples s'organisaient avec une sagesse profonde, en tenant compte de ce qui les entouraient, incluant les esprits et les animaux. On pourrait même dire qu'une union très forte existait entre eux. Cette union se construisait en lien avec les quatre éléments principaux qui nous étaient offerts par le Créateur, Ka tipertciketc, Kice Manito.

Le premier élément était la terre, celle qui porte nos pas et nos connaissances sur ce monde. Le deuxième, l'eau qui a donné la vie à tous les esprits sur la Terre. Le troisième, le feu qui transmettra la force physique et spirituelle aux esprits. Finalement, l'air, l'élément qui soutient la vie entre tous les éléments afin que les êtres puissent respirer ensemble et être libres.

Ces éléments formaient la constitution du premier ordre sur la terre, c'est-à-dire la vie. Ils servaient aussi comme moyens de mieux vivre sur la Terre, notre Mère. Ils constituaient le lien sacré entre tous les êtres vivants, sans cela, il n'y aurait pas de monde, ou bien tout aurait été différent. D'ailleurs, nos ancêtres qualifiaient les animaux de « frères », car ils avaient un lien de parenté avec eux; ce lien se définit, en atikamekw, par le concept de *Notcimik*, qui veut dire « là d'où nous venons » ou, plus spécifiquement, « d'où vient notre sang ». Bien sûr, nos ancêtres chassaient ces animaux, mais ils avaient un profond respect envers l'esprit de l'animal chassé dans la forêt. Ce respect pouvait se voir par des cérémonies avant et après la période de la chasse, tout en offrant les herbes sacrées pour l'animal, comme le tabac, et en installant les ossements des animaux sur des plates-formes.

Nos ancêtres se sont aussi organisés en adaptant leur mode de vie selon les grands principes moraux, pour vivre en harmonie avec la Terre-Mère ainsi qu'avec tous les animaux et les esprits qui les entouraient. Ces principes sont l'honnêteté, l'humilité, la vérité, l'amour, la sagesse, le courage et le respect, et ils s'ajoutent à la constitution des éléments sacrés de nos peuples.

Ces préceptes représentent également les sept feux de la vie et, selon la prophétie amérindienne, il y en aurait un huitième en train de prendre forme dans l'esprit des peuples autochtones. Ce huitième feu représente ce que nous sommes en train d'allumer en ce moment et ce, depuis plus d'une décennie.

C'est en liant les quatre éléments et les principes sacrés que mon peuple, dans sa sagesse, tente de faire connaître notre position face aux enjeux capitalistes et extractivistes. Les peuples autochtones se sont organisés en respectant tout ce qui les entourent – les êtres humains, les animaux ainsi que les esprits. C'est une forme de gouvernance liée à la Terre-Mère.

Nehirowisiwin

Dans ma langue, atikamekw-nehiromowin, un concept définit un être humain. Un concept plus que philosophique et plus que poétique. C'est le concept *Nehirowisiw*, qui veut dire : « un être qui est en harmonie avec son environnement, avec la nature, avec les esprits qui existent dans sa tradition ». Eva Ottawa, ancienne Grande-Chef de la nation Atikamekw-Nehirowisiw, nouvellement nommée présidente du Conseil du statut de la femme au Québec, définit ce concept ainsi : « un être humain qui est en équilibre avec tout ce qui l'entoure, avec son environnement » (Ottawa, 2014 :116). De façon générale, ce concept veut dire « un être autonome » (Poirier, 2014 :4). C'est un mot qui définit l'Être Atikamekw-Nehirowisiw et ce, dans son entièreté.

Présentement, je travaille beaucoup sur ce concept, afin de le raviver dans la conscience des jeunes et des gens de ma communauté, de même que dans l'ensemble de la nation Atikamekw-Nehirowisiw. Comme toute la société en général, nous sommes en train de nous perdre dans le capitalisme, dans la société de consommation domestique. Je pourrais même dire que certains membres de ma communauté ont refaçonné le concept de *Nehirowisiw*, dans un esprit évolutiviste, où nous nous devons de nous adapter à toutes les nouvelles technologies qui nous entourent, comme les réseaux sociaux, la télévision et autres semblables.

44 >

Nehirowisiwin est un état d'être, un état de conscience, une identité venant de l'environnement. Le territoire, *Notcimik*, est notre maison. Comme nous le disons souvent, c'est notre frigidaire, notre salle-à-manger et notre pharmacie. Je vous l'ai dit plus tôt par rapport au concept de *notcimik*, c'est là d'où nous venons, là d'où vient le sang qui coule dans tous les êtres.

Nous avons la responsabilité de sauvegarder, de protéger ce sens, ce lien sacré que nous avons envers la Terre-Mère. Si nous ne faisons rien pour le protéger, nous nous condamnons à un monde sans lien avec la Terre. D'ailleurs, c'est ce qui arrive présentement sous l'emprise du monde capitaliste et extractiviste. La société est en train de se dénaturiser et de perdre sa responsabilité envers cette terre. Toute la philosophie du libéralisme et du néolibéralisme est en voie d'anéantir le lien que nous avons envers notre environnement, en créant une dépendance avec les objets transformés, que nous pensons d'ailleurs utiles, mais polluants pour notre esprit.

Même les gens de ma communauté ont perdu le lien envers la Terre-Mère, ce qui est dommage, car les peuples autochtones sont reconnus comme des peuples protecteurs de la Terre. Je travaille présentement sur un modèle de gouvernance territoriale dans ma communauté. J'appelle ce projet la *Politique de Réaffirmation Identitaire et d'Occupation Territoriale Atikamekw-Nehirowisiw*. Il consiste à revaloriser le lien que nous avons avec la Terre-Mère, tout en respectant notre identité première qu'est Atikamekw-Nehirowisiw. C'est dans l'esprit des aînés, des sages de ma communauté que j'ai développé une nouvelle perspective d'occuper notre territoire, tout en abordant le lien sacré avec tous les éléments que j'ai cités plus tôt, de même que les grands principes de la vie des peuples amérindiens. Bref, c'est en revalorisant une identité avec le territoire que nous pouvons nous reconnecter avec la Terre-Mère.

Combat des Premières Nations pour la Terre-Mère

Ma nation, Atikamekw-Nehirowisiw, est en négociation globale avec les gouvernements depuis plus de 35 ans, pour obtenir l'autonomie gouvernementale ainsi que pour récupérer la liberté d'utilisation du territoire. Durant les négociations, les négociateurs et politiciens de nos communautés ne savaient plus à qui s'adresser pour défendre le territoire, le *Nitaskinan*. Ils se sont alors tournés vers les aînés, les grands connaisseurs de ces territoires. Et César Newashish, un grand homme de Manawan leur parlait ainsi : *Dites-leur que nous n'avons jamais cédé notre territoire, que nous ne l'avons jamais vendu, que nous ne l'avons jamais échangé, de même que nous n'avons jamais statué autrement en ce qui concerne notre territoire* (César Newashish, 1994). Cette perspective vient alors changer la donne dans les négociations. C'est vrai que les négociateurs des gouvernements avaient une perspective « possessiviste » (droit de propriété) sur le territoire, surtout à cause de leur philosophie libérale. Nous, les Atikamekw-Nehirowisiw, et généralement les peuples des Premières Nations et les Amérindiens, n'avons pas ce type de réflexion envers la Terre-Mère. Nous ne pouvons pas posséder la terre, c'est la terre qui nous possède.

C'est donc de cette façon que les peuples autochtones défendent le territoire. À l'époque de la Crise d'Oka en 1990, les Kanienkehaka, Mohawk, voulaient protéger leurs territoires, car ils avaient un lien sacré avec ces lieux. C'est dans cette perspective que le mouvement Idle No More s'est rassemblé à la fin de 2012. Ce mouvement favorisait la mobilisation des Premières Nations contre l'adoption d'une loi omnibus par le gouvernement Harper, loi qui changeait complètement la manière de gérer les eaux et les territoires. Encore une fois, le lien sacré qui existe entre les Premières Nations et la Terre-Mère venait d'être détruit par cette loi stupide et antidémocratique; seules les entreprises pétrolières, particulièrement celles des sables bitumineux de l'Alberta, étaient avantagées. On peut également y voir la mise en place des pipelines d'Ouest en Est au Canada. Je dis « bravo » aux femmes qui ont pu analyser cette situation, sinon, nous serions en train d'ignorer ce qui se passe au gouvernement par rapport aux compagnies extractivistes. De même, « bravo » aux jeunes, dont j'ai fait partie de défendre les droits de la Terre-Mère.

< 45

Durant les derniers mois, en terre ancestrale des Sioux à Standing Rock, se déroule un mouvement de protection de la Terre-Mère et de son élément sacré, l'Eau. Un de mes oncles s'y trouve présentement. C'est un Warrior, qui a également milité au côté des Warriors dans le temps de la Crise d'Oka. Défendre le droit de la Terre, c'est aussi défendre les droits humains et les droits des esprits. Chez les peuples amérindiens, les femmes sont les protectrices de l'eau. C'est leur rôle de protéger l'élément sacré qui unit les humains et les esprits de la Terre-Mère nourricière. D'ailleurs, lors des cérémonies, ce sont généralement les femmes qui prient pour l'eau quand il y a un *rain dance* ou tout autre cérémonie. Le pipeline qui est en train d'être installé sur ces territoires vient brimer les droits des Sioux sur ce territoire, sans oublier que cette canalisation est dépassée, c'est de l'énergie fossile dépassée. Nous sommes en 2016 et voulons toujours utiliser cette source d'énergie qui pollue largement notre environnement. De façon générale, puis-je dire, nous sommes en train de nous tuer par ce que nous faisons. Mais faut-il encore essayer de trouver des solutions pour pouvoir nous transporter d'un endroit à l'autre.

Comment pouvons-nous changer le système?

Le concept de changement peut faire peur à certaines personnes, mais représente un défi individuel et social pour d'autres. Pendant mes réflexions, j'ai souvent observé le système dans lequel on nous a placés en tant que société, et plus particulièrement pour les Premières Nations. Généralement, on nous a transmis le système politique de la Loi sur les Indiens dans l'esprit du « laisser-faire ». D'ailleurs, autrefois, le Canada vivait en étroite collaboration avec les Amérindiens, tant au niveau de l'économie qu'au niveau de la stratégie militaire et ce, par l'intermédiaire des missionnaires. Il y avait un genre d'incursion de l'Église de l'époque dans l'esprit des Amérindiens, pour « évangéliser » les peuples sauvages. Les peuples autochtones ont été méprisés, avec toutes

ces politiques assimilationnistes. La finalité poursuivie par le Canada était de « civiliser » ces populations ou bien de les anéantir complètement. Le gouvernement n'a-t-il pas autorisé les pensionnats dans lesquels on envoyait les jeunes enfants. On entend souvent cette citation : *Tuer l'Indien dans l'enfant*. Cette politique a été mise en œuvre par les congrégations religieuses. Remarquez que je ne suis pas ici pour pointer quiconque du doigt, mais pour vous mettre en contexte, pour comprendre et améliorer les conditions de vie dans les communautés autochtones.

Aujourd'hui, l'État a reconnu ses torts face à cette politique. Ce qui permet un genre de renouveau dans les communautés autochtones. La Commission de Vérité et Réconciliation elle-même a proposé des recommandations pour améliorer les conditions de vie dans les communautés autochtones. C'est vrai qu'il y a des jeunes qui se sont révoltés à cause de ces situations, car il existe encore des impacts intergénérationnels dans nos communautés. Nous sommes dans une époque de réconciliation entre nous-mêmes et avec la société en général. Nous sommes en train de nous guérir spirituellement.

Quant aux changements à mettre en place, l'État doit d'abord reconnaître les droits ancestraux des peuples autochtones sur leurs propres territoires. Les peuples des Premières Nations peuvent apporter une toute autre nouvelle perspective au niveau du système de la gouvernance sur leur propre territoire. L'État, tel que nous le connaissons, ne retient pas encore cette solution aux changements, car il n'a que l'esprit développementaliste au lieu d'un esprit de sauvegarde de l'environnement. Malgré la création des nombreux parcs nationaux prônant la protection de la biodiversité, l'État ne poursuit encore que le capitalisme et les profits dans ces parcs.

Pourquoi les peuples des Premières Nations pourraient-ils apporter des changements dans le système ? À cause de la proximité du lien sacré qu'ils ont et entretiennent envers la Terre-Mère. Leur culture comporte une vaste connaissance, un grand savoir ancestral et une sage pratique de vie qui respecte la gestion du territoire et l'utilisation de leurs connaissances dans une nouvelle perspective.

46 >

Pour cela, je propose qu'on redonne aux peuples premiers leurs responsabilités dans un modèle de gouvernance qui leur est propre. Par exemple, le peuple Kanienkehaka, avec la Confédération Haudenosaunee ou la Confédération des Six Nations, aujourd'hui appelé le Conseil traditionnel Kanienkehaka, a un profond respect envers tous les membres de leurs communautés, de leur nation; un système de gouvernance où le rôle de la femme est plus qu'important puisqu'il représente clairement l'humanité chez les peuples amérindiens. Ce type de système peut être qualifié de démocratie participative ou bien de sociocratie, où l'ensemble des individus a le réel droit de parole pour s'exprimer dans la société. Nous, les Atikamekw-Nehirowisiw, connaissons également ce type de modèle de gouvernance, mais il n'est plus très pratiqué, parce qu'il n'est pas reconnu par le Conseil de bande soumis à un système politique paternaliste que représente le ministère des Affaires autochtones.

De ce fait, c'est en intégrant la philosophie de la réconciliation dans la réalité entre les peuples autochtones et la société en général, que nous pourrions accéder aux modèles de gouvernance que je vous propose. La réconciliation est « la » clé pour une nouvelle relation avec les peuples autochtones, en reconnaissant leurs philosophies et leurs coutumes sur leurs territoires. D'ailleurs, le gouvernement canadien actuel prône cette conception dans l'ensemble de ses politiques. Mais comment peut-on apporter des changements, puisqu'il manque toujours la reconnaissance de nos droits en tant que peuple premier sur nos territoires ancestraux?

Nouveau système

C'est en respectant toujours les quatre principaux éléments et les principes moraux que nous allons recréer un nouveau système et ainsi apporter des changements dans le monde.

À ce sujet, je voudrais apporter une nouvelle réflexion par rapport aux peuples autochtones : le concept du cercle, un concept très important chez les Amérindiens. C'est ce qui définit l'interrelation avec la Terre-Mère ainsi qu'avec tous les esprits qui nous entourent. Le cercle représente l'égalité, l'équité, l'ensemble des éléments et la collaboration. Je crois fortement que la philosophie amérindienne et la philosophie des peuples autochtones pourraient apporter des changements sur la perception du lien sacré avec le territoire. Par ce lien recréé, nous pourrions mieux protéger le territoire, et ainsi développer une nouvelle alternative pour un monde solidaire, en revalorisant la relation que nous avons envers notre Mère, la Terre. C'est la base sociale qui a le pouvoir de changer réellement les choses et non un gouvernement qui ne fait qu'adopter des lois en faveur des compagnies privées.

Comment peut-on apporter un changement dans une perspective de solidarité?

Pour que nous puissions apporter un changement dans le système, surtout à la gestion du territoire, de l'aménagement territorial de même qu'à l'ensemble de la philosophie amérindienne, il faut se diriger particulièrement vers la reconnaissance des peuples. Tenir compte de la présence des peuples autochtones sur les territoires même où les compagnies et l'État tentent d'exploiter les ressources, reconnaître les torts du passé, comme le colonialisme, l'appropriation des territoires des peuples autochtones partout, leur redonner le pouvoir sur la bonne gestion, car ils ont une manière d'exploiter leurs ressources naturelles tout en respectant l'environnement, comme si c'était leur mère.

Puis, n'oublions pas le concept de la réconciliation : se réconcilier avec ces peuples en respectant leur philosophie, leur croyance spirituelle et leur mode de vie en général. C'est dans cette perspective que nous pourrions mieux progresser dans un projet social égalitaire en matière de droits. Les peuples autochtones avanceront également dans ce sens, en respectant les autres peuples de manière égale, comme on les respecte déjà. D'ailleurs, c'est un des principes de la Commission de Vérité et Réconciliation, une commission qui a traité des enjeux et sévices vécus dans des pensionnats autochtones. Alors, n'est-ce pas ce mot-clé qui doit être valorisé aujourd'hui dans les relations avec les peuples autochtones et avec ceux qui ont été soumis à des politiques dénigrant leurs cultures.

< 47

Conclusion

En conclusion, je voudrais vous partager cette citation d'un professeur Kanienkehaka qui me touche beaucoup au niveau de mes valeurs culturelles, traditionnelles et personnelles : *Utiliser la philosophie traditionnelle comme fondement d'un nouveau mouvement de gouvernance autochtone nous aidera à restaurer l'harmonie perdue entre les cultures sociales et politiques des Autochtones* (Taiaiake Alfred). Depuis que je suis enfant, on m'a toujours dit de respecter les autres, de respecter mon environnement, les animaux et la Terre-Mère, donc tout ce qui m'entoure. C'est ce que je veux transmettre à mes enfants et c'est ce que je tiens à vous transmettre ici ce matin. Vivre en harmonie avec notre environnement, c'est ainsi que nous pouvons mieux comprendre les liens entre nous et la Terre-Mère. Que nous vivions en ville ou à la campagne, il y a toujours quelque chose qui nous retient et nous rattache grâce à la gravité, l'énergie de notre Mère, la Terre. Ensemble, nous pourrions travailler pour un monde meilleur et solidaire en renouant nos relations, entre les peuples autochtones et la société en général, dans une perspective de responsabilité de la sauvegarde de la Terre-Mère.

Kitci mikwetc kaskina.

Mot de clôture



Catherine Paquin
adjointe à la coordination de L'Entraide missionnaire

Quel honneur et quel vertige de clore cette belle fin de semaine après autant d'interventions riches en réflexions et émotions.

Je viens de terminer ma troisième participation au congrès annuel de L'Entraide missionnaire. J'ai toujours senti que cet espace était un lieu privilégié pour les personnes qui rêvent de justice, de paix, pour enrichir leurs connaissances et développer leurs solidarités.

C'est avec joie et espérance que l'équipe de L'Entraide vous a conviés à ce congrès, mue par la confiance de trouver ensemble des alternatives en vue de changer le système et créer un monde plus solidaire. Nous sommes toutes et tous arrivé-e-s ici avec la conviction que s'imposait l'urgence d'affaiblir les piliers d'un système de surproduction, de surconsommation et d'individualisme à outrance; ce système qui crée inégalités économiques et sociales,

exclusion, pauvreté, guerres, catastrophes naturelles et qui détruit nos écosystèmes, notre humanité même parfois. Nous sommes entré-e-s à ce congrès avec l'idée qu'il faut continuer de construire, reconstruire notre humanité et nos solidarités.

Avons-nous trouvé la solution miracle ? J'espère que vous vous n'y attendiez pas ! Quelques pistes toutefois...

Ce sens de la collectivité est revenu à quelques reprises dans les interventions des conférencières et conférenciers. Il y a dans ce changement de paradigme quelque chose de plus grand que soi, quelque chose qui nous vient de notre sensibilité, et donc de notre responsabilité, envers la nature, la Terre-Mère, les plus vulnérables de la planète, et même envers les 7 prochaines générations. Ce changement doit incarner la coopération mutuelle, et non pas la compétition. Ce changement vient aussi de la réappropriation par nous, les citoyennes et citoyens, de nos territoires, de nos quartiers, de nos cultures, de nos vies. Le changement de système n'arrivera pas un grand soir, comme Lorraine Guay le mentionnait hier. Nous en sommes conscient-e-s, c'est déjà un premier pas. **Et après ?** Après, il y a le travail de construction dans nos milieux de vie respectifs pour semer cette sensibilité, exigeant une solidarité entre les générations et entre les peuples. **Et puis après ?** Il y a l'espérance... Certes, on ne pouvait pas vivre un congrès de L'Entraide ouvert sur la perspective de changer le système sans parler de l'espérance... Car, pourquoi continuons-nous ? Cette foi en plus grand que nous, cette foi que dans les actions que l'on sème, il y a un legs...

Ce congrès, comme les précédents, nous invite à semer, à voir grandir, à léguer, à espérer. L'espoir de sortir de ce système est dans le fond très simple, mais d'une force telle, si on se reconnecte à notre propre nature, à la nature et à nos besoins réels. Il s'agit, bien humblement, de reconsidérer ce qui est essentiel à la base. Le changement prend du temps, mais si l'on tend vers la direction de la justice, on peut se dire en paix et espérer qu'il adviendra. Un jour. Aujourd'hui, et demain aussi.

Projet de transmission

Pour L'EMI, c'est un moment charnière, où un projet de transmission se développe, en vue de son 60e anniversaire et de sa fermeture dans sa forme actuelle. Votre engagement auprès de L'Entraide et les valeurs qui le sous-tendent en constituent le legs. Un legs pour les générations futures, un legs pour l'avenir de la solidarité. Les choses changent, les milieux évoluent, des organisations se transforment, d'autres ferment. Permettons-nous de rêver, de créer. Où sommes-nous ? Où serons-nous ? Nous devons répondre: nous construisons un monde de justice, un monde de paix. Nous continuerons à valoriser l'harmonie et la dignité.

Durant la prochaine année, nous vous convierons à des tables-rondes sur des thématiques spécifiques qui alimenteront et enrichiront le legs de L'EMI. Personnellement, je me place dans l'humble posture de recevoir votre héritage et de le transmettre à mon tour. Je me sens très privilégiée de vivre ces moments avec vous. Ceux et celles qui croient que le privilège, c'est d'être riche, blanc et masculin, je leur dirai que le réel privilège, c'est de vivre des moments, comme ceux vécus ici, porteurs de réflexions réelles pour la transformation de nos sociétés. Votre riche expérience est un savoir indispensable pour notre avenir collectif.

Résumé des grandes lignes du congrès et remerciements

Avant de conclure ce congrès, comment remercier à juste valeur certaines personnes et organisations sans lesquelles nous n'aurions pu vivre ce congrès. Chaleureux, très chaleureux remerciements aux personnes intervenantes :

- Merci à Molly Kane pour sa mise en contexte d'ouverture, qui nous a, entre autres, rappelé que les solutions au système dominant ne peuvent venir de l'imagination limitée de ce système. Elle nous a ouvert le chemin pour de sérieuses réflexions en nous invitant à sortir de la « boîte »!
- Merci à Fanny Aïshaa... Pour son ouverture et sa sensibilité. Merci de nous avoir rappelé l'importance et l'urgence de nous reconnecter à l'essence de la nature, à l'eau, qui est l'essence de notre vie. Se reconnecter à ce monde naturel, à la vie, va nous aider à la défendre cette vie sur terre, et la Terre aussi. Dans le changement de système, se trouve aussi la notion d'honorer les lois, les systèmes qui ont aussi existé, qui existent encore et qui ont montré leur efficacité à protéger la « balance naturelle ». Bref, elle nous a rappelé l'importance de nous reconnecter avec notre rôle d'être humain dans cet écosystème diversifié où chacun joue son rôle pour l'équilibre naturel. Elle nous a rappelé que les solutions existent déjà à l'intérieur de l'écosystème; on doit simplement enlever ce qui fait interférence. Merci aussi d'avoir mis cette lumière particulière dans le moment d'intériorité que nous avons vécu hier. Merci de contribuer à conserver le miracle de la vie par l'art et par l'action.
- Et, quand on parle de revenir à l'essentiel, la tradition des moments d'intériorité qui alimentent le cœur et nous permet de nous déposer est un joyau formidable. Merci à vous, cher-e-s participant-e-s, pour cette expérience spirituelle unique.
- Merci à Augusta Henriques qui nous a permis de comprendre que, pour changer le système, il faut changer le paradigme qui guide les femmes et les hommes d'aujourd'hui, et que ce dernier vient essentiellement de notre conception de la richesse. Elle nous a rappelé que les ONGs de développement, « l'industrie de l'aide », sont un véhicule très puissant de la transmission de l'idéologie capitaliste jusque dans les contrées africaines paysannes, qui sont en réalité riches de VRAIES richesses mais qui, dans le modèle actuel, ont perdu leur valeur...! C'est rassurant de voir qu'il y a encore de la place pour des débats sur la solidarité internationale. (Merci à vous toutes et tous ici présents, qui ne craignez pas de vous remettre en question.) Elle a insisté sur l'importance de travailler en réseaux pour construire des solidarités. Elle nous a aussi poussés à nous questionner sur la transmission. Quel modèle voulons-nous transmettre, de quelles valeurs parle-t-on au juste ? Et de quelle relève parle-t-on ? Il nous faut préparer et léguer, mais faisons confiance que d'autres forces émergeront et sauront s'adapter aux défis actuels.
- **Merci à Lorraine Guay et Élodie Ekobena.** Votre échange intergénérationnel nous a permis de mieux saisir l'importance, malgré ses défis, de l'action sociale et communautaire pour assurer la transformation sociale... pour permettre un renforcement de nos capacités à changer ce qui doit l'être dans nos milieux, en gardant toujours une perspective de

solidarité internationale afin de créer le changement à la plus large échelle possible. Vous nous avez rappelé l'importance d'avoir des lieux où l'on peut discuter d'alternatives diverses et être créatifs, et l'importance de la démocratie populaire pour impliquer les citoyennes et les citoyens dans la prise en charge de leur milieu et de leur vie.

- Merci à Martin Lukacs et Katie McKenna qui, concrètement, nous ont plongés dans un projet de société qui nous projette vers l'avant, vers l'avenir. Ils nous ont invités à faire le grand bond nécessaire avec innovation, imagination et une vision intégrée pour faire naître cette société plus juste, durable, solidaire et en paix. Nous n'avons pas à choisir entre pauvreté ou pollution et on peut commencer à redéfinir le monde que nous voulons. Merci de votre ouverture pour définir cette vision commune, ensemble.
- Merci à Sipi Flamand, grand défenseur de la Terre-Mère, des Premières Nations et des peuples, héritier d'une culture si riche et si grande. Merci d'avoir partagé avec nous tes préoccupations et ta vision du changement de système. Nous avons bien entendu l'appel d'unité pour partager cette responsabilité de défendre la Terre-Mère et nous savons, plus que jamais, que c'est à nous toutes et tous de porter ces luttes, singulières, mais universelles à la fois. C'est en revalorisant le lien avec le territoire que nous pourrions défendre la Terre-Mère.
- Merci à Mise au jeu et son équipe : Anna, Sébastien, Luc, Mayda, Nancy pour les mises en scène qui nous ont fait rire, et même pleurer, mais surtout, réfléchir. Cette touche théâtrale nous a permis de vivre ce congrès avec le cœur aussi et de nous plonger dans des zones qui alimentent notre réflexion personnelle autant que collective. Sachez que votre forme d'art est un don important dans la construction des solidarités.
- Un merci spécial à Nancy d'avoir été notre maître de cérémonie et notre animatrice « télé » dynamique. Tu as relevé cette tâche avec brio.
- Merci à l'équipe de P.A.I.R. / Appropriation, Hélène, Jonathan et Julien, pour votre accompagnement lors de ce congrès, et pour alimenter toutes les réflexions qui naissent dans notre projet de transmission.
- Merci à la Librairie Paulines pour les suggestions de lectures qui enrichissent toujours nos réflexions et notre analyse.
- Un merci également aux sociétaires de L'EMI, pour votre fidélité et votre solidarité. Merci pour votre engagement à questionner la société tout en n'hésitant pas à remettre en question vos propres pratiques et réflexions.
- Merci à nos bailleurs de fonds, partenaires indispensables dans la construction de cet événement : la Caisse d'économie solidaire (Fonds d'aide au développement du milieu), la Fédération interprofessionnelle de la santé du Québec (FIQ), la Fondation Béati, de même qu'à Développement & Paix, plus qu'un partenaire financier, mais un fidèle et précieux partenaire dans l'action. Un merci spécial à Jean-Paul St-Germain et Lore Bolliet, qui nous ont soutenus dans l'idéation de ce congrès.
- Nous remercions aussi le Cégep Maisonneuve-Rosemont et le technicien Steeve pour l'accueil et le soutien technique.
- On ne peut se quitter sans remercier l'équipe de L'EMI : Micheline Malbœuf, Jeannette Thiffault et Molly Kane, que j'ai l'immense bonheur et privilège de côtoyer chaque jour. Merci pour toute votre énergie et votre cœur à l'organisation de ce congrès!
- J'aimerais aussi remercier chacun des membres du conseil d'administration, pour leur enthousiasme et leur généreuse collaboration à L'EMI.
- Enfin, merci à « nos anciens », toujours présents à nous épauler : Gerardo, Denis, Suzanne, merci pour votre soutien lors de ce congrès et pour votre legs si riche aussi.

Et finalement, merci à vous toutes et tous. Merci aux personnes membres des communautés religieuses et des réseaux de L'EMI qui ont accueilli si chaleureusement les jeunes et à celles et ceux qui sont absent-e-s et qui ont si généreusement offert leurs places à des jeunes pour leur donner l'occasion de vivre un congrès. Merci aux jeunes pour votre ouverture à venir participer. Merci aux allié-e-s rencontré-e-s lors du Forum social mondial venu-e-s se joindre à notre conversation durant cette fin de semaine. Ce partage si riche entre toutes et tous fait naître de nouvelles pistes pour le présent et l'avenir. C'est peut-être le dernier congrès de L'EMI, mais c'est le début d'une nouvelle aventure, avec à bord une nouvelle génération !

En guise de remerciement, voici ce que j'aimerais partager avec vous...car je ne sais pas si vous savez à quel point vous êtes toutes et tous inspirant-e-s ! Quel privilège de travailler à L'EMI et de vous côtoyer.

À la suite du Forum mondial théologie et libération, l'une des personnes impliquées dans l'organisation, Sandra, ici présente, nous envoyait une belle phrase comme un cadeau pour nous dire **MERCI** et nous souhaiter une belle continuité dans nos projets.

Cette phrase parle du partage, de l'action, de l'espérance et de la responsabilité individuelle dans la création quotidienne d'un monde de paix, de justice et d'une économie au service de l'humain.

Il n'est pas une utopie... c'est une réalité, et elle devient possible quand la fraternité, la sororité et la pleine conscience prennent place.

À mon tour, j'ai envie de vous citer cette phrase, comme cadeau, une note d'espérance, comme un **MERCI**. Et je vous laisse sur cet air d'envoi.

Il est important que chacun retrouve confiance en lui-même, en sa propre beauté et en ses capacités de faire de belles choses. La vie n'est pas seulement une lutte pour survivre où chacun doit gagner. Ayant confiance en nous-mêmes, ayant confiance dans le fait qu'il y a d'autres façons de vivre et de vivre ensemble, nous pourrions retrouver une espérance et œuvrer ensemble pour un monde plus lumineux.

Jean Vanier

Je vous remercie, vous souhaite un bon dimanche et vous dis à bientôt.



Ce congrès a été réalisé grâce à l'appui financier des sociétaires de L'Entraide missionnaire et des organismes suivants :



 **Desjardins**
Caisse d'économie solidaire



 **fiq** FÉDÉRATION
INTERPROFESSIONNELLE
DE LA SANTÉ DU QUÉBEC

fondation 
Béati

